

# GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



## **Rwanda - Programme d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural (PNEAR) - Phase de lancement**

***DOCUMENT D'ORIENTATION POUR L'EVALUATION  
DE PERFORMANCES DU SOUS-PROGRAMME***

**Département des Evaluations des Opérations (OPEV)**

**Division de l'Evaluation des Projets et Programmes (OPEV.1)**

**JUIN 2011**

## GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



### **Rwanda - Programme d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural (PNEAR) - Phase de lancement**

#### ***DOCUMENT D'ORIENTATION POUR L'EVALUATION DE PERFORMANCES DU SOUS-PROGRAMME***

#### Equipe d'évaluation rétrospective

Joseph Mouanda, Chargé d'évaluation  
Tonssour Clément Bansé, Assistant de Recherche  
Jacques Gashaka, Consultant local, Statisticien  
Pierre Bello, Consultant international, Spécialiste Eau et Assainissement

# Contenu

Page

<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II. JUSTIFICATION, BUT ET OBJECTIFS DE L'EVALUATION</b>	<b>1</b>
<b>III. LE PROJET</b>	<b>1</b>
<b>3.1 Pays et contexte stratégique</b>	<b>1</b>
<b>3.2 Contexte de la Banque</b>	<b>3</b>
<b>3.3 Description du Description PNEAR et de la Phase de lancement</b>	<b>3</b>
a.) Bien-fondé, Objectifs du projet et Résultats attendus	3
b.) Principales constatations du RAP et de la Note de revue du RAP	4
c.) Questions d'évaluation	5
<b>IV. PORTEE, APPROCHE METHODOLOGIQUE ET DEROULEMENT DE L'EVALUATION</b>	<b>9</b>
<b>4.1 Portée de l'évaluation</b>	<b>9</b>
<b>4.2 Approche méthodologique</b>	<b>9</b>
<b>4.3 Déroulement de l'évaluation</b>	<b>10</b>
<b>V. COMMUNICATION ET DISSEMINATION</b>	<b>10</b>
<b>VI. BESOINS EN RESSOURCES ET CALENDRIER PROPOSE</b>	<b>11</b>
<b>Annexes</b>	
1. <i>Modèle logique de l'intervention</i>	
2. <i>Matrice rétrospective du Cadre logique axé sur les résultats</i>	
3. <i>Matrice d'évaluation</i>	
4. <i>Principales caractéristiques des méthodes d'évaluation rapide à utiliser</i>	
5. <i>Localités ciblées par le sous-programme</i>	
6. <i>Stratégie de collecte et Outils d'enquête et de diagnostic</i>	
7. <i>Bibliographie</i>	

## **I. INTRODUCTION**

1. Ce document d'orientation présente la justification, le but et les objectifs de l'évaluation. Il fait un bref aperçu du sous-programme à évaluer, de la portée de l'évaluation et décrit l'approche méthodologique ainsi que le déroulement de l'évaluation. Après une présentation des aspects liés à la communication et la dissémination, le document se termine par les besoins en ressources et le calendrier proposé.

## **II. JUSTIFICATION, BUT ET OBJECTIFS DE L'EVALUATION**

2. Conformément à la politique d'évaluation du Groupe de la Banque africaine de développement et au programme de travail triennal glissant 2011-2013 du département de l'évaluation des opérations (OPEV), adopté par le Comité des opérations et pour l'efficacité du développement (CODE) du Conseil d'administration au cours de sa session du 14 octobre 2010, OPEV réalisera en 2011 une évaluation de la phase de lancement du Programme National d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural (PNEAR) du Rwanda. Le PNEAR qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative de la Banque africaine de développement pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement en milieu rural (IAEAR) préconisant l'approche de type « programme », s'exécutera sur une période de 16 ans et sera réalisé en cinq phases jusqu'en 2020. La phase de lancement couvre la période 2005-2009.

3. Les objectifs de cette évaluation sont les suivants: (i) les résultats (extrants, effets et impact) du sous-programme ainsi que leur soutenabilité sont appréciés (ii) les principaux facteurs de succès et les problèmes rencontrés pendant et après la mise en œuvre ayant une incidence sur la performance et la durabilité des résultats obtenus sont identifiés ; (ii) des enseignements sont tirés et des recommandations éventuelles formulées pour améliorer les phases subséquentes en cours et à venir du PNEAR. Les résultats de ce rapport d'évaluation de performances de projet (REPP) devraient alimenter une étude plus large sur l'efficacité de la Banque dans le secteur de l'eau et de l'assainissement qu'entreprendra la division des évaluations de haut niveau d'OPEV en 2011.

## **III. LE PROJET**

### **3.1 Pays et contexte stratégique**

4. Situé dans la région des Grands Lacs et couvrant une superficie de 26 338 km<sup>2</sup>, le Rwanda est marqué par un relief fait d'une multitude de collines et de hautes montagnes abruptes sujettes à de fortes érosions. Ce relief s'élève progressivement de l'Est où l'altitude moyenne est de 1 250 mètres vers le Nord et l'Ouest où culmine une chaîne de montagnes appelée "*Crête Congo-Nil*" variant de 2 200 à 3 000 mètres, et une chaîne de volcans dont le plus haut culmine à 4.507 mètres. Le Rwanda est marqué par un climat équato-continentale et divisé en trois zones climatiques : (i) la région des hautes altitudes ; (ii) la région du plateau central et (iii) le plateau de l'Est et les basses terres de l'Ouest.

5. Avec une population d'environ 8.162.715 habitants<sup>1</sup> et un taux de croissance démographique de 3% en moyenne par an, le Rwanda est un des pays les plus densément peuplés d'Afrique (environ 302 hab./km<sup>2</sup>). Au moment de l'évaluation, le Rwanda était subdivisé administrativement en 12 provinces, 106 districts administratifs (dont 84 districts ruraux), 1.545 secteurs et 9.011 cellules. Depuis la promulgation de la loi organique N° 29/2005 du 31 décembre 2005 portant organisation des entités administratives de la république du Rwanda, le pays est subdivisé en quatre provinces (Nord, Sud, Est et Ouest) et la ville de Kigali, 30 districts, 416 secteurs, 2148 Cellules et 14 837 villages. La population rurale qui représente 90% de la population totale, affiche un taux d'analphabétisme de 47,3%. L'enquête sur les conditions de vie des ménages a démontré qu'en 2000, 60% de la population rwandaise vivait en dessous du seuil de la pauvreté (64000 FRW, soit environ 107 \$ des EU). L'Indice de Développement Humain (IDH) classait le Rwanda en 2002, 152e sur 174 pays.

6. Le Rwanda est doté d'une bonne pluviométrie et possède des ressources abondantes en eau. Toutefois, malgré cette profusion d'eau au Rwanda, le taux d'accès à l'eau potable dans le pays est d'environ 41%, correspondant à environ 4,9 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'eau salubre actuellement. La consommation journalière de l'eau par habitant en milieu rural est estimée à 8,15 litres, ce qui est de loin inférieur à la norme de consommation de 20 litres par habitant. Plus du tiers des infrastructures d'alimentation en eau potable (AEP) sont à réhabiliter. Concernant l'assainissement, même si plus de 80% de la population rwandaise possède des latrines, seulement 8% de celles-ci remplissent les conditions hygiéniques. Environ 7,6 millions de personnes vivent donc dans des conditions hygiéniques difficiles qui sont souvent source de maladies d'origine hydrique, une des principales causes de mortalité infantile.

7. Le Rwanda dispose de multiples potentialités en matière d'adduction d'eau et d'assainissement parmi lesquelles peuvent être citées: (i) la disponibilité d'une bonne pluviométrie et d'un réseau hydrographique dense ; (ii) la gestion des systèmes simples d'alimentation en eau potable par les régies associatives est effective, celle des systèmes complexes par les communautés étant en chantier ; (iii) l'existence des technologies appropriées d'assainissement et ; (iv) la réceptivité de la population Rwandaise en matière d'éducation à l'hygiène et assainissement.

8. Cependant, en dépit de ces multiples potentialités, plusieurs contraintes empêchent aujourd'hui le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement, parmi lesquelles : (i) un cadre institutionnel pour coordonner la gestion de la ressource eau ainsi que des mécanismes de suivi et d'évaluation encore faibles ; (ii) des données sur l'importance de la ressource en eau encore insuffisantes et fragmentaires; (iii) une faible participation de la femme dans la gestion des points d'eau ; (iv) une faible maîtrise et diffusion des techniques de collecte des eaux de pluie et son utilisation ; (v) des capacités humaines pour développer et gérer le secteur de l'eau et de l'assainissement de façon satisfaisante pas encore suffisantes en qualité et en quantité ; (vi) une culture d'hygiène et d'assainissement qui n'est pas encore

---

<sup>1</sup> Recensement Général de l'habitat et de la Population – Avril 2002

généralisée ; (v) une majorité des latrines existants qui ne remplissent pas des conditions hygiéniques et (vi) des conditions d'assainissement qui demeurent précaires, avec un taux de couverture réel très faible, en raison d'un manque d'infrastructures adéquats.

9. Enfin, le contexte rwandais est aussi caractérisé par une forte pression démographique et notamment une trop grande dispersion et dissémination des populations qui inhibent tous les avantages et tous les efforts déjà consentis par le Gouvernement Rwandais en termes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.

### **3.2 Contexte de la Banque**

10. Le sous-programme de lancement du PNEAR est parmi les tous premiers sous-programmes de l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural (IEAR) lancée en 2002 par le Groupe de la Banque africaine de développement dans le cadre de son plan stratégique 2003-2007 et en réaction à la Vision africaine de l'eau et aux objectifs de développement du millénaire. Cette initiative visait à accélérer l'accès aux services d'alimentation en eau et d'assainissement dans les zones rurales en Afrique.

11. La stratégie d'aide du Groupe de la Banque est axée sur la réduction de la pauvreté et basée sur le document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) et de la stratégie d'investissement du Gouvernement. Ce DSRP a retenu six grands domaines prioritaires, à savoir : (i) la revitalisation du secteur rural et la transformation agricole ; (ii) le développement des ressources humaines ; (iii) le développement des infrastructures économiques ; (iv) la promotion du secteur privé ; (v) le renforcement de la bonne Gouvernance ; et (vi) le renforcement des capacités institutionnelles.

12. Toutefois, l'analyse des investissements au Rwanda fait ressortir une concentration des interventions des bailleurs de fonds sur le secteur social, l'agriculture et la bonne gouvernance au détriment du secteur de l'AEPA. C'est dans ce contexte que le programme entend, à travers l'Initiative, développer non seulement les infrastructures d'eau et d'assainissement en milieu rural, mais aussi, en vue d'assurer leur pérennité, contribuer au développement des ressources humaines, à la promotion du secteur privé et pérennité, contribuer au développement des ressources humaines, à la promotion du secteur privé et au renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine toujours de l'AEPA.

### **3.3 Description PNEAR et de la Phase de lancement**

#### **a.) Bien-fondé, Objectifs et Résultats attendus**

13. Le bien-fondé du PNEAR est qu'il vient en appui aux efforts du Gouvernement à juguler la recrudescence des maladies d'origine hydrique (diarrhées, la bilharziose, le choléra, le typhus, les affections cutanées, les affections des yeux, etc.) dues à la mauvaise qualité de l'eau et celles liées au mauvais assainissement (le paludisme et les parasitoses), qui se manifestent notamment en milieu rural. En 2002 par exemple, le Rwanda a enregistré 431.000

cas de paludisme dont 346.000 cas dans le monde rural, soit près de 80%. La même année, 1.654 décès ont été causés par cette maladie. De même, à cause de la mauvaise qualité de l'eau, des diarrhées sanglantes et non sanglantes ont fait 205 morts sur 81.142 cas enregistrés, avec aussi des cas sporadiques de choléra persistant.

14. Le Gouvernement rwandais avait dans ce contexte envisagé créer les conditions favorables permettant l'accès équitable et durable de la population (hommes, femmes et enfants) aux infrastructures d'eau et d'assainissement et valoriser la ressource eau, notamment en milieu rural où réside près de 90% de la population rwandaise. L'objectif du PNEAR est d'assurer durablement l'approvisionnement des populations rurales en eau potable et en services d'assainissement en vue d'améliorer leurs conditions de vie.

15. Le sous-programme dont l'évaluation rétrospective fait l'objet de ce document d'orientation constitue la phase de lancement du PNEAR. Son but ultime est d'améliorer les conditions de vie des populations rurales dans sa zone d'influence, à savoir les provinces du Nord (Régions des Laves), de l'Ouest (Ex province de Kibuye) et de l'Est (Ex province Kibungu) et du Nord-Est (Ex-province de Byumba) sélectionnées pour la phase de lancement à cause de l'urgence des besoins, du taux d'incidence des maladies hydriques élevé et de la disponibilité des études techniques permettant une intervention rapide.

16. Les objectifs spécifiques du sous-programme sont : (i) améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural dans les Ex-provinces de Kibuye, Kibungu, Byumba et la région des Laves, (ii) doter le pays de moyens de suivi-évaluation du secteur d'AEPA, (iii) renforcer les capacités afin d'assurer la durabilité des services d'AEPA en milieu rural et (iv) préparer les phases ultérieures d'exécution du programme national.

17. En termes d'effets directs (voir modèle logique en annexe 1), des améliorations étaient attendues au niveau: (i) de l'accès pérenne à un système d'alimentation en eau potable; (ii) de l'accès à un système d'assainissement; (iii) des capacités à fournir des services d'AEPA et d'assainissement de qualité en milieu rural ; (iv) de la soutenabilité des institutions locales d'AEPA en milieu rural; (v) d'adoption des comportements adaptés ; (vi) du système de planification et de suivi-évaluation du secteur d'AEPA; et (vi) du financement de projets subséquents d'AEP en milieu rural. Ces améliorations devaient concourir à réduire : (i) la corvée liée à l'eau ; (ii) l'incidence des maladies liées à l'eau et à l'assainissement ; (i) les dépenses de santé, etc.

#### b.) Principales constatations du RAP et de la revue du RAP

18. L'évaluation globale menée dans le RAP et révisée par OPEV relève que le sous-programme a atteint et parfois dépassé ses objectifs en termes de réalisations physiques, et ceci dans les délais impartis. La qualité des ouvrages d'eau et d'assainissement est jugée satisfaisante. Cependant, la mise en place d'un système de suivi-évaluation, composante essentielle du PNEAR dans sa globalité est jugée peu satisfaisante. Cette contre-performance a conduit à une documentation peu explicite des effets et impacts du sous-programme. Le

sous-programme aurait permis d'améliorer l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans les zones ciblées, réduisant la prévalence des maladies hydriques, et le temps consacré à aller chercher de l'eau. Il a probablement eu d'autres impacts positifs occultés ou peu explicités dans le RAP, sur les conditions de vie des populations dans la zone du projet.

19. Les principaux facteurs identifiés comme ayant affecté positivement l'atteinte des objectifs du sous-programme sont : (i) l'utilisation d'un processus participatif communautaire « Ubudehe » par les communautés ou groupements des bénéficiaires; (ii) la délégation de la gestion des infrastructures d'AEPA aux exploitants privés dans le cadre du Partenariat Public/Privé en milieu rural ; (iii) l'utilisation de Fonds Commun de développement (CDF) comme relais de financement des activités au niveau des Districts.

20. Comme points faibles, le sous-programme n'a pas permis de mettre en place un véritable système de suivi-évaluation des principaux indicateurs clés de performance du PNEAR comme envisagé. En outre, il y a eu peu d'actions de sensibilisation auprès des populations sur l'application des bonnes pratiques hygiéniques et en matière d'utilisation de l'eau, faisant qu'une frange de la population continue à utiliser les sources non potabilisées. Il apparaît que dans les grands centres les paramètres physico-chimiques et bactériologies sont mesurés pour apprécier la qualité de l'eau. Dans les petits centres, en revanche, on se limite à la mesure du taux résiduel de chlore en extrémité de réseau qui permet d'identifier les contaminations bactériologiques potentielles (la qualité physico-chimique ayant été validée lors de la réalisation des forages). Dans ce contexte, la non-prise en compte par le sous-programme du système de traitement est problématique.

21. Si dans l'ensemble la performance globale est jugée satisfaisante, des facteurs susceptibles de compromettre la durabilité des résultats ont été identifiés et concernent: (i) la capacité effective des collectivités locales dans la gestion des ouvrages hydrauliques dans le cadre de la décentralisation ; (ii) l'inapplication des dispositions institutionnelles contenues dans les documents de politique sectorielle mise en place par le gouvernement pour assainir le secteur et le rendre plus attrayant ; (iii) le défaut de contribution des populations bénéficiaires ; iv) la non extension de la gestion privée des ouvrages du sous-programme ; et enfin v) le manque de personnel compétant nécessaire à la gestion de la base des données informatiques et du système de suivi et évaluation des infrastructures d'AEPA mis en place au plan national.

22. Prenant en compte la volonté du gouvernement de généraliser le partenariat public/privé dans la gestion des ouvrages en milieu rural facilité par l'amélioration de la capacité des ménages à payer, l'expérience concluante de l'utilisation du Fonds commun de développement (CDF) comme relais de financement des activités au niveau des Districts, et l'implication des bénéficiaires notamment à travers les Comités de Développement Communautaires (CDC), la vraisemblance que les facteurs susceptibles de compromettre la durabilité des résultats se manifestent, est jugée négligeable, ce qui reste à vérifier.

c.) Questions d'évaluation

23. Les questions pendantes qui méritent un examen approfondi au cours de l'évaluation rétrospective sont :

24. *Pérennité des ouvrages* : La pérennité des équipements passe par une gestion locale performante et le recouvrement des coûts. L'approche participative préconisée par le programme que favorise par ailleurs la politique de décentralisation en cours au Rwanda devrait faciliter la gestion des ouvrages. Cependant, un des facteurs de durabilité des résultats identifiés concerne la capacité effective des collectivités locales dans la gestion de ces infrastructures, par un transfert effectif des compétences de gestion des ouvrages hydrauliques au niveau local excluant toutes interférences négatives du gouvernement ou de ses représentations locales dans le choix des communautés bénéficiaires ou dans la gestion des équipements. L'évaluation devrait examiner, trois ans après l'achèvement de la phase de lancement, la matérialisation de ce risque évoqué également dans la deuxième phase du PNEAR. En ce qui concerne le recouvrement des coûts, un des enseignements tirés dans le domaine de l'AEPEA rurale concerne la prise en compte du pouvoir d'achat des populations et de leur capacité à prendre en charge les coûts moyennant un système de tarification compatible. Dans un contexte rural où le niveau de solvabilité des usagers est souvent variable dans le temps et où les points d'eau traditionnels cohabitent avec un service amélioré, l'évaluation examinera le système de tarification en vigueur.

25. *L'Approche « faire-faire »*, L'approche Ubudéhé retenue pour la réalisation des travaux communautaires d'aménagement des sources d'eau potable et de construction des latrines familiales, devait permettre aux populations bénéficiaires de participer pleinement à la mise en place des ouvrages. Cette approche prônée par le Gouvernement pour les travaux communautaires, consiste à faire exécuter les travaux y afférents par la communauté elle-même, moyennant l'assistance technique et financière apportée par les projets concernés. Il s'agit par conséquent d'un moyen de renforcer les capacités techniques des communautés de base, tout en leur générant des revenus dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, tel que préconisé par le Document de stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté du pays (EDPRS). L'évaluation examinera les impacts effectifs de cette approche aussi bien sur le renforcement des capacités des bénéficiaires que l'accélération du rythme d'exécution des ouvrages et leur qualité.

26. *Le Fonds commun de développement (CDF)* : L'utilisation du Fonds commun de développement (CDF) comme relais de financement des activités au niveau des districts, devait non seulement contribuer à encourager et consolider la politique de décentralisation du Gouvernement, mais aussi à accélérer la vitesse d'exécution des ouvrages tout en favorisant la participation des populations bénéficiaires et subséquemment leur meilleure appropriation des ouvrages mis en place. Autrement appelé « Common Development Fund », ce fonds a été mis en place par le gouvernement en 2002 pour mettre en œuvre et appuyer sa politique de décentralisation. L'Etat lui consacre annuellement 10% du budget national en sus des apports des différents bailleurs de fonds pour financer différents projets de développement dans l'ensemble des districts du pays. La phase de lancement du PNEAR au Rwanda a été

l'occasion pour le Gouvernement d'achever l'expérimentation de ce système et de son installation sur des bases solides. Cette expérience particulière de décentralisation du financement des ouvrages est une expérience pionnière qui doit être évaluée.

27. Dans ce contexte, plusieurs acquisitions de biens et travaux se sont faites par appel d'offres national et les travaux communautaires selon la réglementation du pays, telle que revue et jugée adéquate par la Banque. Les Services d'acquisitions au niveau des Districts ont géré le processus de passations des marchés pour la réalisation de ces travaux, avec l'appui de l'Unité de Coordination du Programme. La procédure de revue a posteriori a été autorisée. Si cela a eu l'avantage d'accélérer les acquisitions, il est cependant indispensable d'évaluer le système, pour une éventuelle amélioration.

28. *Partenariat Public/Privé dans la gestion des infrastructures d'AEPA rural* : Le mode de gestion privée des systèmes d'adduction d'eau est mis en évidence de façon globale d'autant plus qu'on est passé de 7% de systèmes hydrauliques gérés par les opérateurs privés à près de 30 % en fin 2007 avec un objectif gouvernemental d'atteindre 100% à terme. En effet, le Rwanda a connu de 1987 à 1994 une période de gestion communautaire, avec la création dans tous les districts des régies associatives basées sur le groupement des usagers avec des comités de points d'eau composées d'élus parmi les usagers. Toutefois, la gestion communautaire était confrontée à des difficultés majeures (travail bénévole pour les membres des comités de points d'eau, absence de responsabilisation des usager due à la non appropriation des ouvrages, paiement irrégulier des cotisations, mauvaise gestion financière et incapacité des régies à assurer la gestion technique et financière). Cette situation a eu pour conséquence un mauvais entretien des systèmes d'eau par manque de fonds pour la maintenance. Une évaluation de la gestion des infrastructures d'AEPA réalisée en 2004 avait conclu sur un échec de la gestion communautaire. Ce qui a conduit à un abandon de ce système de gestion au Rwanda au profit essentiellement d'un mode de gestion par des opérateurs privés à travers un partenariat public-privé. L'évaluation devrait examiner si les conditions de cette prise en charge par le privé sont réunies. Elle devrait aussi indiquer le niveau actuel de la gestion des par les opérateurs privés dans la zone du sous-programme.

29. *Système de suivi-évaluation* : La phase de lancement avait prévu dans sa composante « Etudes et outils de planification » la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation du programme (S&E). C'est dans ce contexte que le rapport d'évaluation de la deuxième phase du PNEAR financée par la Banque stipule que : « Le système national de suivi-évaluation dont la Banque a aidé à la mise en place lors de la première phase du PNEAR (2005-2008), permettra d'analyser les performances du présent sous-programme et d'en tirer toutes les leçons pertinentes nécessaires aux futures réalisations de la Banque et des autres bailleurs de fonds sectoriels », ce qui confirme la place importance accordée à système pour le programme. Le S&E comporte en général trois grandes étapes à savoir : (i) une enquête de référence ; (i) un suivi continu des activités et (iii) une enquête après l'intervention. Or, l'examen du système de suivi-évaluation mis en place par la phase de lancement semble présenter des lacunes dont le comblement serait de nature à lui permettre, dans un contexte de gestion axée sur les résultats, de jouer pleinement le rôle qui lui a été assigné. En outre, un système de suivi-évaluation intégrant parfaitement

l'aspect genre permet d'éviter une sorte d'évaporation entre les politiques en termes d'intégration du genre et la pratique. En effet, on constate encore une certaine difficulté à traduire les bonnes intentions sur le principe l'intégration du genre dans la mise en œuvre des projets. L'évaluation examinera dans le cadre de S&E ce qui a marché ou n'a pas marché et pourquoi ? Elle mettra en exergue les conditions de mise en place d'un système de suivi-évaluation du PNEAR efficace.

30. *Système de traitement de l'eau en milieu rural* : Le principe de base est qu'il est interdit de faire boire à un être humain un liquide dont on ne connaît pas la qualité et la nature. Si pour les eaux destinées à la distribution, l'analyse des paramètres est obligatoire, ceci n'est pas le cas en ce qui concerne les eaux d'alimentation des petites localités. Quoique le RAP ait évoqué au niveau des mesures de protection environnementale, l'instauration d'analyses périodiques de la qualité de l'eau, aucune disposition pratique n'est décrite sur ce point. L'évaluation devrait vérifier la mise en œuvre de ce dispositif de contrôle de qualité (par qui, quand, comment, et avec quelles ressources ?).

31. *Adoption des comportements adaptés* : Relever le défi de l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement améliorés ne saurait se limiter à la simple mise à disposition des équipements. C'est pour cette raison que le sous-programme a, en plus de la construction des infrastructures, inclus des actions d'IEC et de sensibilisation. Cependant, celles-ci semblent plus orientées vers le projet (adhésion au projet et dimensionnement des équipements) et au renforcement des capacités des acteurs et peu adaptées pour susciter des comportements adéquats. L'évaluation examinera le niveau d'adoption des comportements adaptés par les usagers incluant un bon usage de l'eau (pas de gaspillage autour des points collectifs), le respect des règles régissant le service (paiement des services) ou des bonnes pratiques d'hygiène (comme par exemple le lavage des mains avec du savon, principalement avant les repas et l'évacuation des excréments).

32. *Genre* : L'expérience en matière d'alimentation en eau potable et en assainissement a montré que l'implication des différentes composantes de la population dans les projets augmentait leurs chances de succès et de pérennisation<sup>2</sup>. Le constat est que les femmes sont encore insuffisamment associées aux processus de décision et de gestion des ouvrages. Dans le contexte d'un pays comme le Rwanda où la population féminine représente environ 52,3% de la population totale, la prise en compte de l'aspect genre méritait d'être plus explicite dans le programme. Pour aborder la question, l'évaluation prendra en compte non seulement les différents rôles des hommes et des femmes, mais aussi la relation et l'équilibre entre eux et les structures institutionnelles qui les soutiennent. Plus spécifiquement, l'évaluation devrait ventiler par sexe les informations sur la performance, notamment au niveau des indicateurs clés sectoriels, ce qui permettra de voir comment les résultats obtenus affectent l'état relatif des hommes et des femmes.

---

<sup>2</sup> « La prise en compte du genre dans les projets d'adduction d'eau potable en milieux rural et semi-urbain », Guide méthodologique – Agence française de développement pS-Eau, 2006

## **IV. PORTEE, APPROCHE METHODOLOGIQUE ET DEROULEMENT DE L'EVALUATION**

### **4.1 Portée de l'évaluation**

33. Le REPP utilisera une méthodologie découlant des directives du Département de l'évaluation des opérations (OPEV)<sup>3</sup> qui s'inspirent des bonnes pratiques des Banques multilatérales de développement<sup>4</sup>, notamment en matière de critères d'évaluation, et des outils de suivi-évaluation axé sur les résultats. Il évaluera la performance du sous-programme sur la base des critères d'évaluation suivants : (i) pertinence ; (ii) efficacité (degré de réalisation de ses objectifs et les résultats); (iii) efficience dans la réalisation des résultats ; (iv) durabilité des résultats et (v) impact sur le développement institutionnel.

34. La performance globale du projet sera jugée en prenant en considération respectivement les résultats de l'évaluation des quatre (4) et cinq (5) critères énumérés pour des fins de comparaisons internationales et internes. Il va aussi évaluer la performance de la Banque et de l'Emprunteur et identifiera également les questions clés et les enseignements pour les opérations en cours et futures. La prise en compte des aspects transversaux comme le genre et l'environnement seront clairement examinés.

### **4.2 Approche méthodologique**

35. La logique d'intervention qui explicite la chaîne de résultats, la matrice d'évaluation et la matrice rétrospective du cadre logique indicative (présentées en annexe 2 et 3) seront utilisés pour orienter la collecte des éléments de preuves et l'analyse de la contribution du sous-programme. En raison essentiellement des contraintes de temps et de ressources, les méthodes d'évaluation rapides seront privilégiées, à savoir : (i) revue documentaire ; (ii) Discussions par groupe ; (iii) interviews d'informateurs clés ; (iv) observation directe structurées et (v) mini-enquêtes. Ces outils variés permettront d'identifier, mesurer/apprécier les paramètres et caractéristiques de la situation à l'achèvement par rapport à ceux qui prévalaient à l'évaluation. Dans l'ensemble la triangularisation des informations sera de mise avant de tirer des conclusions.

36. L'analyse documentaire (y compris des travaux réalisés par d'autres partenaires au développement) permettra essentiellement de répondre aux questions descriptives. Elle permettra également de collecter les informations nécessaires pour comprendre ou décrire le sous-programme (y compris les intrants, les activités et les produits), d'aider à l'élaboration d'autres outils de collecte de données pour l'évaluation, et de répondre aux questions d'évaluation concernant le (qui, quoi, où, quand, comment, combien).

---

<sup>3</sup> Directives révisées en matière d'élaboration de la note de l'évaluation du rapport d'achèvement de projet (RAP) et du rapport d'évaluation de performance de projet (REPP), ADB/BD/IF/2001/94 et ADF/BD/IF/ 2001/85, OPEV, 26 septembre 2001,

<sup>4</sup> Good practice Standards for the Evaluation of Public Sector Operations (2011 revised Edition – First Draft of March 3, 2011)

37. Des discussions par groupe seront organisées avec les principaux bénéficiaires (communautés villageoise, hommes, femmes, etc.) pour notamment comprendre leurs attitudes, préférences, besoins, les éventuels problèmes de mise en œuvre et recueillir leurs recommandations et suggestions. Les interviews avec les informateurs clés permettront d'obtenir des informations directement de ces personnes choisies en raison de leur connaissance et expérience sur des sujets particuliers (notamment les questions pendantes).

38. Des observations directes (rapides et structurées) seront entreprises autour des points d'eau et des latrines pour apprécier l'application des bonnes pratiques, sur la base d'une liste prédéfinie des éléments à observer. L'observation rapide se fera sur les ménages et son environnement, en particulier les latrines, l'accès à l'eau à côté des latrines, disponibilité du savon, stockage de l'eau, etc. L'observation directe structurée sur un petit échantillon dont le tirage se fera de façon à garantir la plus grande fiabilité et représentativité possible. Des données à recueillir concernent le lavage des mains avec du savon pendant les trois moments clés à savoir : (i) après avoir utilisé les toilettes ; (ii) après avoir nettoyé un enfant qui a déféqué et (iii) avant de manipuler la nourriture. Les principaux groupes cibles seront les mamans avec les enfants de moins de 5 ans et les enfants de 6 à 14 ans.

39. Une mini-enquête sera organisée pour obtenir des informations manquantes sur les effets et impacts auprès des populations et pour mesurer/apprécier le degré de satisfaction des bénéficiaires que le système actuel de suivi-évaluation occulte. L'analyse se fera essentiellement par comparaison entre la situation actuelle et la situation prévalant avant le projet. Toutefois, l'évaluation visitera aussi une localité non encore prise en compte par le programme et présentant des caractéristiques similaires, pour apprécier la situation avec et sans l'intervention.

#### **4.3 Découlement de l'évaluation**

40. L'évaluation se déroulera en quatre principales phases : (i) l'élaboration du rapport préliminaire qui contiendra le cadre d'évaluation, l'exposé détaillé de la méthodologie, le plan de travail et les arrangements logistiques ; (ii) la collecte des données préliminaires sur les effets et impacts du sous-programmes ; (iii) la mission de terrain visant à valider les constatations préliminaires et à effectuer des visites dans les zones d'intervention du projet dans le but d'échanger avec les parties prenantes sur des questions essentielles de l'évaluation et enfin (iv), l'analyse des informations collectées en vue de l'élaboration du REPP initial et final. L'évaluation cherchera à renseigner les indicateurs sectoriels clés adoptés par la Banque dans le domaine de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement.

### **V. COMMUNICATION ET DISSEMINATION**

41. Un atelier de restitution des résultats de l'évaluation sera organisé en collaboration avec le bureau national du Rwanda (RWFO), et les différentes parties prenantes. Cet atelier permettra notamment d'adopter les principales recommandations et un plan de mise en œuvre de ces recommandations. Les principales méthodes de dissémination des résultats de

l'évaluation retenus sont : (i) distribuer un « brief » de deux pages destinés aux décideurs ; (ii) distribuer un résumé de quatre à huit pages pour les gestionnaires, les techniciens et les parties prenantes ; (iii) des présentations orales qui favoriseront les interactions notamment pendant l'atelier de restitution prévu. Le rapport entier sera accessible à la demande ou à travers les canaux habituels de communication à savoir : internet et intranet.

## VI. BESOINS EN RESSOURCES ET LE CALENDRIER PROPOSE

42. Le REPP sera menée par une équipe comprenant un chargé d'évaluation/Chef d'équipe, un assistant de recherche, un consultant international expert AEP, et un consultant national socio-économiste qui se chargera notamment de l'organisation des mini-enquêtes pour collecter les données manquantes sur les indicateurs clés de performance. La revue interne à OPEV sera réalisée par une chargé d'évaluation en chef, pendant qu'un spécialiste, Alimentation en eau potable et assainissement procédera à la revue externe.

43. Le calendrier indicatif pour la préparation du REPP est:

Tâches	Période
Revue des documents de base <sup>5</sup> et Elaboration du projet de stratégie de collecte et des outils d'enquête et de diagnostic.	16 - 20 mai 2011
Finalisation de la stratégie de collecte (échantillonnage, questionnaires et guides)	23 - 27 mai 2011
Organisation de la Mini-Enquête ( <i>collecte de données</i> )	20 – 24 juin 2011
Analyse des données et rédaction du rapport préliminaire sur les résultats et effets socio-économiques du sous-programme dans la zone ciblée	27 juin – 08 juillet 2011
Mission de terrain au Rwanda	18 – 29 juillet 2011
Préparation Draft REPP PNEAR-Phase I	01 – 19 août 2011
Revue interne OPEV	05 - 09 septembre 2011
Commentaires Gouvernement et Départements opérationnels	12 – 23 septembre 2001
Finalisation REPP PNEAR-Phase I (prise en compte des commentaires internes et externes)	26 septembre – 07 octobre 2011
Préparation et Organisation du Séminaire de dissémination (GVT, RWFO, OWAS, FAE, OPEV) et intégration des commentaires dans le REPP final	10 – 14 octobre 2011
Validation par l'équipe OPEV	17 – 21 octobre 2011
Transmission du REPP Final au Chef de Division	25 octobre 2011

<sup>5</sup> Voir annexe 1.1

44. Le programme indicatif de la mission de terrain retenu après la mission exploratoire est le suivant :

<b>MISSION D'EVALUATION RETROSPECTIVE DE LA PHASE DE LANCEMENT DU PROGRAMME D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PNEAR Phase I), RWANDA, du 18 – 29 Juillet 2011</b>	
<b>STRUCTURES A RENCONTRER</b>	<b>DATE INDICATIVE</b>
<b>SEMAINE DU 18 AU 22 JUILLET 2011</b>	
<b>1. BUREAU NATIONAL DE LA BAD AU RWANDA (RWFO)</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Représentant Résident</li> <li>• Chargé du programme pays et Expert Eau et Assainissement</li> <li>• Présentation OPEV aux Collègues du RWFO</li> </ul>	18 juillet 2011 Matin
<b>2. MINISTERE DES INFRASTRUCTURES (MININFRA)</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Secrétariat Permanent</li> <li>• Coordinateur du secteur de l'eau et de l'assainissement</li> <li>• PNEAR</li> </ul>	18 juillet 2011 Après-Midi
<b>3. MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE (MINECOFIN)</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Secrétariat Permanent</li> <li>• Single Project Unit Implementation</li> <li>• Institut National de la Statistique</li> </ul>	19 juillet 2011 Matin
<b>4. MINISTERE DES RESSOURCES NATURELLES, DES TERRES, DES FORETS, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES MINES</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Secrétariat Permanent (Visite de courtoisie)</li> <li>• Direction chargée de la planification et des politiques</li> </ul>	19 juillet 2011 Matin
<b>5. MINISTERE DE L'EDUCATION (MINEDUC) ET MINISTERE DE LA SANTE (MINISANTE)</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Direction de la santé scolaire et du sport du MINEDUC</li> <li>• Direction de la planification et des statistiques du MINEDUC</li> <li>• Direction de la planification et des statistiques du MINISANTE</li> </ul>	19 juillet 2011 Après-Midi
<b>6. MINISTRE DE L'ADMINISTRATION LOCALE (MINALOC)</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Secrétariat Permanent</li> <li>• District de RWAMAGANA (Secrétaire Exécutif et Directeur Chargé des infrastructures)</li> </ul>	20 juillet 2011
<ul style="list-style-type: none"> <li>• District de MUSANZE (Secrétaire Exécutif et Directeur Chargé des infrastructures)</li> <li>• District de NYABIHU (Secrétaire Exécutif et Directeur Chargé des infrastructures)</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• District de RULINDO (Secrétaire Exécutif et Directeur Chargé des infrastructures)</li> <li>• District de GICUMBI (Secrétaire Exécutif et Directeur Chargé des infrastructures)</li> </ul>	21 juillet 2011 Matin
<b>1. BAILLEURS DE FONDS ET AUTRES INSTITUTIONS</b>	

**MISSION D’EVALUATION RETROSPECTIVE DE LA PHASE DE LANCEMENT  
DU PROGRAMME D’ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET  
D’ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PNEAR Phase I),  
RWANDA, du 18 – 29 Juillet 2011**

<b>STRUCTURES A RENCONTRER</b>	<b>DATE INDICATIVE</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Banque Mondiale</li> <li>• Union Européenne</li> </ul>	21 juillet 2011 Après-Midi
<ul style="list-style-type: none"> <li>• JICA</li> <li>• UNICEF</li> </ul>	22 juillet 2011 Matin
<b>SEMAINE DU 25 AU 28 JUILLET 2011</b>	
<b>2. VISITES DES INFRASTRUCTURES, GROUPES DE DISCUSSION ET ENTREVUES</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bénéficiaires et principales parties prenantes du réseau de grande AEP de MUTOBO BASSE</li> </ul>	25 juillet 2011
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bénéficiaires et principales parties prenantes des réseaux AEP MOYENNE</li> </ul>	26 juillet 2011
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bénéficiaires et principales parties prenantes des réseaux AEP MOYENNE (Suite)</li> </ul>	27 juillet 2011 Matin
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupe Scolaire Notre Dame du Bon Conseil (Système Biogaz et Système de collecte des eaux de pluies)</li> </ul>	27 juillet 2011 Après-Midi
<b>3. VISITES DES INFRASTRUCTURES, GROUPES DE DISCUSSION ET ENTREVUES</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bénéficiaires et principales parties prenantes des Points d’eau et des latrines dans le district de KARONGI</li> </ul>	28 juillet 2011
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bénéficiaires et principales parties prenantes des Points d’eau et des latrines dans le district de RUTSIRO</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bénéficiaires et principales parties prenantes des Points d’eau et des latrines dans le district de NGORORERO</li> </ul>	
<b>4. SESSION DE DEBRIEFING</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Session de débriefing avec le PNEAR</li> </ul>	29 juillet 2011
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Session de débriefing avec le RWFO</li> </ul>	

**Annexe 1** : Modèle logique de l'intervention

**Annexe 2** : Matrice rétrospective du Cadre Logique

**Annexe 3** : Matrice d'évaluation

**Annexe 3** : Principales caractéristiques des méthodes d'évaluation rapide à utiliser

**Annexe 4** : *Principales caractéristiques des méthodes d'évaluation rapide à utiliser*

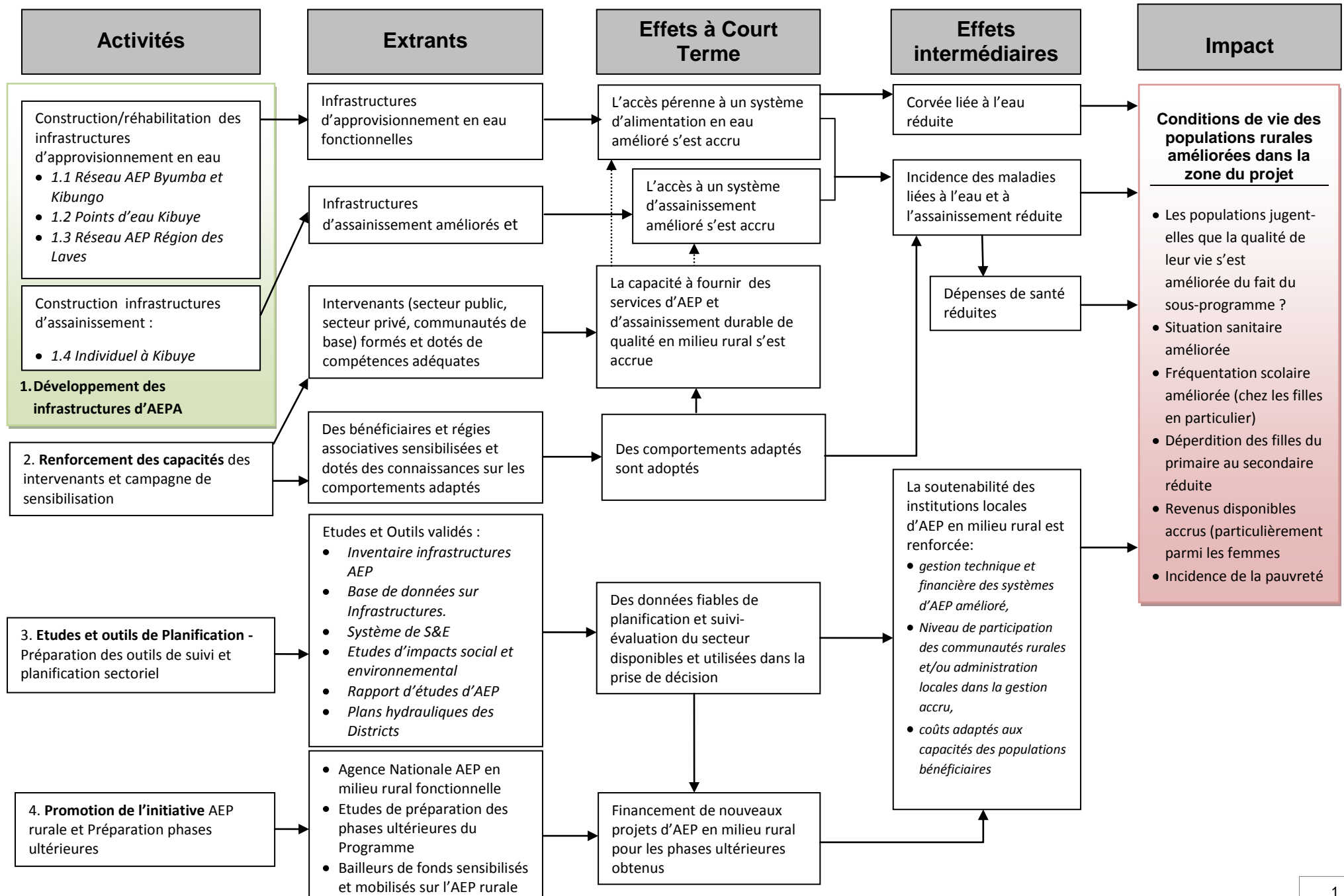
**Annexe 5** : *Localités ciblées par le sous-programme*

**Annexe 6** : *Stratégie de collecte et Outils d'enquête et de diagnostic*

**Annexe 7** : *Bibliographie*

ANNEXE 1 – MODELE LOGIQUE D'INTERVENTION

Rwanda, Programme d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural (PNEAR) - Phase de lancement



## ANNEXE 2 – MATRICE RETROSPECTIVE DU CADRE LOGIQUE AXE SUR LES RESULTATS

**Pays et titre du projet :** Rwanda, Programme d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural (PNEAR) - Phase de lancement  
**But du projet :** Assurer durablement l'approvisionnement des populations rurales dans les Ex-provinces de Kibuye, Kibungo, Byumba et la région des Laves en eau potable et en services d'assainissement

CHAÎNE DES RÉSULTATS		INDICATEURS DE PERFORMANCE					SOURCES D'INFORMATION	RISQUES/ MESURES D'ATTÉNUATION
		Indicateur (y compris les ISC)	Situation de référence	Cible	PCR	PPER		
<b>IMPACT</b>	Les conditions de vie des populations rurales de la zone du sous-programme sont améliorées	Incidence de la pauvreté dans la zone du sous-programme	NA	NA	NA		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques gouvernementales (Institut National des Statistiques)</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation des compétences extérieures pour la construction et la maintenance des équipements</li> </ul>
		Revenus moyens des ménages dans la zone du sous-programme	NA	NA	NA		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques Gouvernementales (Institut National des Statistiques)</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Incidence de maladies diarrhéiques élevées</li> </ul>
		Taux moyen de mortalité infantile due aux parasitoses et au paludisme dans la zone du sous-programme	NA	NA	NA		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques sanitaires de la zone du projet (Ministère de la santé et Structures sanitaires de la zone du sous-programme)</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible promotion de l'hygiène</li> </ul>
		Taux moyen de fréquentation scolaire dans la zone du sous-programme, dont celui des filles	NA	NA	NA		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques scolaires (Ministère de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indisponibilité des latrines séparés</li> </ul>

		Déperdition des filles du primaire au secondaire dans la zone du sous-programme	NA	NA	NA		l'éducation et Ecoles et Etablissement secondaires de la zone du sous-programme) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> </ul>	hommes et femmes à l'école <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible réduction des corvées liées à l'eau</li> </ul>
EFFETS	<b>Effets intermédiaires</b>							
	Corvée liée à l'eau réduite	Temps consacré à aller chercher l'eau dans la zone du sous-programme	NA		Gain de temps de 3 heures		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents de projet</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> <li>• Mini-Enquête</li> </ul>	Distance au point d'eau supérieur à 200 m
	Incidence des maladies liées à l'eau et l'assainissement réduite	Taux moyen de prévalence des maladies d'origine hydrique et du péril fécal (parasitoses et paludisme) dans la zone du sous-programme		NA	NA	NA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques sanitaires de la zone du projet (Ministère de la santé et Structures sanitaires de la zone du sous-programme)</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> <li>• Mini-Enquête</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible pourcentage des populations ayant adopté la pratique de lavage des mains avec du savon</li> <li>• Qualité de l'eau fournit peu satisfaisante</li> </ul>
	Dépenses de santé réduites	Dépenses moyennes de santé dans la zone du sous-programme					<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques Gouvernementales (Institut National des Statistiques)</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> <li>• Mini-Enquête</li> </ul>	

La soutenabilité des institutions locales d'AEP en milieu rurale est renforcée	Qualité de gestion physique et financière systèmes d'AEPA en milieu rurale dans la zone du sous-programme.	NA	NA	NA		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports des institutions locales d'AEPA de la zone du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> <li>• Mini-Enquête</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible volonté des bénéficiaires à participer aux coûts</li> <li>• Faible recouvrement des coûts</li> </ul>
	Niveau de participation des communautés rurales et/ou administrations locales	NA	NA	NA			
	Taux de recouvrement des coûts	NA	NA	NA			
<b>Effets à Court Terme</b>							
L'accès pérenne à un système d'alimentation en eau potable s'est amélioré	<b>Nombre de personnes ayant accès à des sources d'eau potable améliorées grâce au sous-programme, dont pourcentage des femmes.</b>	0	270000	4965623		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques gouvernementales (Ministère de la santé, Ministère chargé de l'eau, Structures sanitaires de la zone du sous-programme)</li> <li>• Base de données du sous-programme</li> <li>• Rapports des structures de gestion des installations d'AEPA</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> <li>• Mini-Enquête</li> </ul>	Système de tarification peu compatible
	Consommation d'eau par habitant et par jour dans la zone du sous-programme, dont pourcentage pour les femmes.	8l/jour/hab.	20l/j/hab.	20l/j/hab.			
	Taux d'accès à l'eau potable dans la zone du sous-programme, dont pour les femmes	40%		54%			
	Qualité de l'eau répond aux normes	NA	NA	NA			
L'accès à un système d'assainissement amélioré s'est accru	<b>Nombre de personnes ayant accès à des installations sanitaires améliorées grâce au sous-programme, dont pourcentage des femmes.</b>	0	12000	16200		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques gouvernementales (Ministère de la santé, Ministère chargé de l'eau, Structures sanitaires de la zone du sous-programme)</li> </ul>	Campagnes d'IEC peu efficace
	Nombre de ménages dotés de systèmes adéquats d'assainissement dans la zone du projet, dont ménages gérés par une femme.	NA	NA	NA			

	Taux de couverture en assainissement dans la zone du sous-programme	5%	?	9%		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Base de données du sous-programme</li> <li>• Rapports institutions locales d'AEPA de la zone du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> <li>• Mini-Enquête</li> </ul>	
La capacité des intervenants à fournir des services d'AEP de qualité en milieu rural s'est améliorée	Nouvelles structures collectives (comités, associations, groupes) formés grâce au sous-programme pour veiller à l'utilisation rationnelle de l'eau (nombre), avec leur pourcentage d'adhésion féminine	0	<ul style="list-style-type: none"> <li>•329 cadres et acteurs sectoriels</li> <li>•30 formateurs</li> <li>•50 facilitateurs/ animateurs</li> <li>•10 000 personnes sensibilisées</li> <li>•78 maçons formés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•358 cadres et acteurs sectoriels</li> <li>•30 formateurs</li> <li>•50 facilitateurs/ animateurs</li> <li>•10 000 personnes sensibilisées</li> <li>•78 maçons formés</li> <li>•59 fonteniers formés</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du projet</li> <li>• Base de données du sous-programme</li> <li>• Rapports des institutions locales d'AEPA de la zone du projet</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> <li>• Mini-Enquête</li> </ul>	Inapplication des dispositions institutionnelles contenues dans les documents de politique sectorielle entraînant un environnement peu propice pour fourni des services d'AEP efficaces
	Taux de satisfaction des bénéficiaires dans la zone du sous-programme, dont pourcentage des femmes	NA	NA	NA			
	Pourcentage de systèmes hydrauliques gérés par les opérateurs privés	7%		30% en 2007			
Des bonnes pratiques hygiéniques sont appliquées	Nombre de personnes lavant leur main avant les repas, dont pourcentage des femmes	NA	NA	NA		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Observations directes structurées</li> <li>• Rapports des institutions locales d'AEPA de la zone du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> <li>• Mini-Enquête</li> </ul>	Campagnes d'IEC peu efficace
	Nombre de personnes utilisant des installations d'assainissement hygiéniques	NA	NA	NA			
	Nombre de ménages favorables au paiement des charges liées aux services d'alimentation en eau potable dans la zone du sous-programme	NA	NA	NA			

Des données fiables de planification et suivi-évaluation disponibles	Fiabilité et utilisation des données de planification et d'utilisation	NA	NA	NA		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Base de données de sous-programmes</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible niveau conceptuel du système</li> <li>• Manque de ressources pour la maintenance</li> </ul>
	Fiabilité et utilisation des données de suivi-évaluation	NA	NA	NA			
Financement de nouveaux projets d'AEP en milieu rural pour les phases ultérieures, obtenu	Nombre de nouveaux projets financés en AEP rural	NA	NA	1		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	Faible adhésion des partenaires à s'inscrire dans le cadre du PNEAR
<b>Composante 1 : Développement des infrastructures</b>							
Produit 1.1 : Infrastructures d'approvisionnement en eau construites et fonctionnelles	Nombre d'ouvrages d'AEP construites et fonctionnels		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 AEP moyennes par construction d'ouvrages neufs modestes</li> <li>• 1 Grande AEP Mutobo basse</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 AEP moyennes par réhabilitation des réservoirs de grande capacité ( 2000 m3)</li> <li>• 1 Grande AEP Mutobo basse</li> <li>• 1 AEP Grande AEP de Mutera</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Système de suivi-évaluation du sous-programme</li> <li>• Visite de terrain</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inefficacité des Comités de Développement (CDC) et des Fonds Commun de Développement (CDF)</li> <li>• Faible capacité des collectivités locales dans la gestion des ouvrages hydrauliques</li> <li>• Défaut de contribution des bénéficiaires</li> <li>• Non-Extension de la gestion privée des ouvrages du sous-programme</li> </ul>
	Nombres d'ouvrages réhabilités						
	Nombre de Points d'eaux installées et fonctionnelles			1000 sources et points d'eaux	1084 sources et points d'eaux		
	Capacité supplémentaire de production d'eau potable par point d'eau communautaire résultant du sous-programme (en litres).		NA	NA	NA		
	Nouveaux raccordements d'eau courante à domicile résultant du sous-programme (nombre)		NA	NA	NA		

<u>Produit 1.2</u> : Infrastructures d'assainissement améliorés et fonctionnelles	Nombre d'ouvrages d'assainissement familiaux construites par le sous-programme, dont pourcentage des ouvrages fonctionnels	0	2020	2120			
	Nombre d'ouvrages d'assainissement collectif construit par le sous-programme, dont pourcentage des ouvrages fonctionnels	0	5	25			
	Nombre de réservoirs de collecte d'eau de pluie	0	23	25			
	Biogaz et Compostières	0	2 Biogaz et 2 Compostières	2 Biogaz et 2 Compostières			
<b>Composante 2 : Renforcement des capacités</b>							
<u>Produit 2.1</u> : Intervenants (secteur public, secteur privé, communautés de base) dotés de compétences adéquates	Services fournis par les intervenants (secteur public, secteur privé, communautés de base) formés améliorés	NA	NA	NA		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Système de suivi-évaluation du sous-programme</li> <li>• Visite de terrain</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inefficacité des Comités de Développement (CDC) et des Fonds Commun de Développement (CDF)</li> <li>• Faible capacité des collectivités locales dans la gestion des ouvrages hydrauliques</li> <li>• Défaut de contribution des bénéficiaires</li> <li>• Non-Extension de la gestion privée des ouvrages du sous-programme</li> </ul>
<u>Produit 2.2</u> : Des bénéficiaires et régies associatives sensibilisées et dotés des connaissances sur les bonnes pratiques sanitaires appliquées	Les usagers sont sensibles aux problématiques liées à l'eau (cycle de l'eau et enjeux, effets sur la santé et l'environnement, genre)	NA	NA	NA			
	Nombre d'installations d'alimentation en eau potable et de gestion des eaux usées construites dans le cadre du sous-programme disposant de structures de gestion fonctionnelles et durables	NA	NA	NA			
	Nombre de personnes sensibilisées sur l'adoption des comportements adéquats	NA	NA	NA			
<b>Composante 3 : Etudes et outils de planification</b>							
<u>Produit 3.1</u> Inventaire national des infrastructures réalisés et disponible	Situation sur l'inventaire des infrastructures	0	1	1		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Système de suivi-évaluation du sous-programme</li> <li>• Visite de terrain</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	
<u>Produit 3.2</u> : Base de données sur les infrastructures mise en place et fonctionnelle	Fiabilité et accessibilité des données d'infrastructures contenues dans la base	NA	NA	NA		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Système de suivi-évaluation du sous-programme</li> <li>• Visite de terrain</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	

	<u>Produit 3.3</u> Système de suivi-évaluation du programme fonctionnel	Qualité du Système de suivi-évaluation mis en place	NA	NA	NA	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Inefficacité des Comités de Développement (CDC) et des Fonds Commun de Développement (CDF)</li> <li>•Faible capacité des collectivités locales dans la gestion des ouvrages hydrauliques</li> <li>•Défaut de contribution des bénéficiaires</li> <li>•Non-Extension de la gestion privée des ouvrages du sous-programme</li> </ul>
		Fiabilité des données de suivi-évaluation du programme	NA	NA	NA	
	<u>Produit 3.4 :</u> Etude d'impact social et environnemental réalisée et disponible	Qualité et utilisation des études d'impact social et environnemental	NA	NA	NA	
	<u>Produit 3.5</u> Etudes AEP réalisées et disponibles	Nombre et qualité d'études d'AEP réalisées	0	4	6	
	<u>Produit 3.6 :</u> Plan hydrauliques des districts réalisés et disponibles	Nombre et qualité de plans hydrauliques des Districts réalisés	0	?	0	
<b>ACTIVITÉS CLÉS</b>	<b>COMPOSANTES</b>				<b>RESSOURCES</b>	
	<b>Composante 1 : Développement des infrastructures d'AEPA</b> 1.1 Construction réseaux AEP Byumba et Kimbugo 1.2 Réhabilitation Réseau AEP de la région des Laves 1.3 Installations des points d'eau 1.4 Construction d'infrastructures individuelles d'assainissement				<b>Développement des infrastructures d'AEPA : 11.16 millions d'UC</b> <i>Développement des infrastructures d'eau</i> : 10.68 <i>Développement des infrastructures d'assainissement</i> : 0.47 million d'UC	
	<b>Composante 2 : Renforcement des capacités</b> 2.1 Formation des intervenants (secteur public, secteur privé, communautés de base) 2.2 Sensibilisations des bénéficiaires et régies associatives sensibilisées				<b>Renforcement des capacités : 0.60 million d'UC</b> Renforcement des capacités au niveau central : 0.29 million d'UC Renforcement des capacités au niveau des structures décentralisées : 0.22 million d'UC Renforcement des capacités au niveau des communautés de base : 0.09 million d'UC	
	<b>Composante 3 : Etudes et outils de planification</b> 3.1 Inventaire national des infrastructures 3.2 Mise en place d'une base de données sur les infrastructures 3.3 Mise en place d'un Système de suivi-évaluation du programme 3.4 Réalisation d'une étude d'impact social et environnemental 3.5 Réalisations des études AEP 3.6 Réalisation de plan hydrauliques des districts				<b>Etudes et outils de planification : 1.11 millions d'UC</b> Mise en place d'un système de planification : 0.62 million d'UC Etudes techniques préparatoires : 0.44 million d'UC Audits : 0.05 million d'UC  <b>Gestion du programme : 0.74 millions d'UC</b>	

### ANNEXE 3 – MATRICE D’EVALUATION

**Pays et titre du projet :** Rwanda, Programme d’alimentation en eau potable et d’assainissement en milieu rural (PNEAR) - Phase de lancement  
**But du projet :** Assurer durablement l’approvisionnement des populations rurales dans les Ex-provinces de Kibuye, Kibungo, Byumba et la région des Laves en eau potable et en services d’assainissement

CRITERES D’EVALUATION	QUESTIONS	INFORMATIONS ET INDICATEURS	SOURCES D’INFORMATION	METHODES DE COLLECTE
<b>PERTINENCE ET QUALITE A L’ENTREE</b>	Pertinence du sous-programme			
	1.) Dans quelle mesure le sous-programme a répondu aux besoins des bénéficiaires ?	Expression des bénéficiaires  Situation de référence par localité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes diagnostiques des besoins</li> <li>• Etudes de faisabilité</li> <li>• Etudes de conception</li> </ul>	Revue documentaire
	2.) Dans quelle mesure le sous-programme est-il pertinent au regard des priorités de développement du pays définies dans les documents suivants : EDPRS 2008-2012, Politique sectorielle de l’eau de 2004, Vision 20020 du Rwanda ?	Place de l’alimentation en eau potable et assainissement en milieu rural dans les stratégies et politiques de développement du Rwanda et dans les Programmes d’investissements publics	<ul style="list-style-type: none"> <li>• EDPRS 2008-2012,</li> <li>• Politique sectorielle de l’eau de 2004,</li> <li>• Vision 20020 du Rwanda</li> <li>• Programmes d’investissements publics (PIP) du Rwanda</li> <li>• Autres documents gouvernementaux</li> </ul>	Revue documentaire
	3.) Dans quelle mesure le sous-programme est-il conforme aux priorités de la Banque définies dans les DSP ?	Place de l’alimentation en eau potable et assainissement en milieu rural dans les Documents de stratégies pays de la Banque (DSP)	Documents de stratégies pays de la Banque (DSP) pour le Rwanda	Revue documentaire
	4.) Dans quelle mesure le sous-programme a maintenu sa pertinence au cours de la mise en œuvre, par rapport aux défis de développement du Rwanda ?	Alimentation en eau potable et assainissement en milieu rural comme priorité dans les stratégies et politiques de développement du Rwanda et dans les Programmes d’investissements publics développés en cours de mise à jour et actuels	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entrevues</li> <li>• Documents des organismes gouvernementaux,</li> <li>• Documents d’autres partenaires</li> <li>• Autres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Interviews avec les informateurs clés</li> </ul>
	Pertinence de la formulation et de la conception du sous-programme pour réaliser les objectifs escomptés (y compris solutions de moindre coût)			
	5.) Dans quelle mesure les objectifs du sous-programme sont-ils réalistes au regard des contributions au projet et délais envisagés ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification claire du problème de développement</li> <li>• Stratégie adoptée par le sous-programme pour faire face aux besoins de développement identifiés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document du programme</li> <li>• RAP, BTOR, Rapport de revue à mi-parcours, RAP du Gouvernement.</li> <li>• Rapports d’évaluation d’OPEV Pertinents</li> <li>• Les rapports produits par d’autres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> </ul>

6.) Dans quelle mesure la logique du sous-programme est-elle consistante et cohérente	Logique d'intervention		
7.) Dans quelle mesure les analyses techniques à l'appui de l'intervention démontrent que les activités ou les résultats prévus impliquent ou affectent les femmes et les hommes différemment ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rôle des hommes et des femmes, relation d'équilibre entre eux et les structures institutionnelles qui les soutiennent prise en compte dans les analyses techniques</li> <li>• Analyse techniques indique comment les relations entre les sexes influent sur la réalisation des résultats durables</li> <li>• Analyse techniques démontrent que les activités et les résultats prévus impliquent ou affectent les femmes et les hommes différemment ou pas.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document du programme</li> <li>• Documents du pays (profil, genre, profil de gouvernance, profil environnemental)</li> <li>• RAP, BTOR, Rapport de revue à mi-parcours, RAP du Gouvernement.</li> <li>• Rapports d'évaluation d'OPEV Pertinents</li> <li>• Les rapports produits par d'autres les bailleurs de fonds.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> </ul>
8.) Dans quelle mesure les hypothèses et risques clés les risques et hypothèses pour la réalisation des résultats du sous-programme ont-ils été identifiés et des mesures d'atténuation de ces risques prises ?	Hypothèses et risques et leur analyse dans le rapport d'évaluation du sous-programme		
9.) Dans quelle les instruments de prêts et/ou hors prêts choisis par la BAD ont-ils été adéquats ?	Adéquation des instruments de prêts		
10.) Dans quelle mesure le sous-programme a-t-il pris en compte les enseignements des opérations passées ?	Enseignements des opérations passées de la Banque et d'autres bailleurs de fonds		
11.) Quelle est la capacité du sous-programme à élaborer des procédures pour générer les données qui seraient nécessaires pour l'évaluation?	Existence de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des données de références</li> <li>• Enquête auprès des ménages dans la zone du projet</li> <li>• Fiches d'inventaire des équipements</li> </ul>		
12.) Existence de solutions moins chères pour les mêmes objectifs Quelles?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coûts des solutions retenus pour le sous-programme</li> <li>• Coûts pratiqués par d'autres pays similaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Interviews des informateurs clés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document commentaires</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> </ul>

<b>Réalisation des impacts</b>			
1.) Dans quelle mesure le sous-programme a contribué à réduire la pauvreté dans la zone ciblée?	Incidence de la pauvreté dans la zone du sous-programme (dont les femmes)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques gouvernementales (Institut National des Statistiques)</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Etudes réalisées par d'autres partenaires au développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> <li>• Groupe de discussion</li> <li>• Observations directes rapides et structurées</li> <li>• Mini-enquêtes</li> </ul>
2.) Dans quelle mesure le sous-programme contribué à l'accroissement des revenus disponibles des ménages de la zone ciblée ?	Revenus moyens des ménages (dont les ménages dirigés par une femme)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques Gouvernementales (Institut National des Statistiques)</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Etudes réalisées par d'autres partenaires au développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> <li>• Groupe de discussion</li> <li>• Observations directes rapides et structurées</li> <li>• Mini-enquêtes</li> </ul>
3.) Dans quelle mesure le sous-programme contribué amélioré la santé des populations de la zone ciblée ?	Taux moyen de mortalité infantile due aux parasitoses et au paludisme dans la zone du sous-programme (dont les filles)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques sanitaires de la zone du projet (Ministère de la santé et Structures sanitaires de la zone du sous-programme)</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Etudes réalisées par d'autres partenaires au développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> <li>• Groupe de discussion</li> <li>• Observations directes rapides et structurées</li> <li>• Mini-enquêtes</li> </ul>
4.) Dans quelle mesure le sous-programme contribué amélioré le niveau d'éducation des populations de la zone ciblée (notamment les filles) ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de fréquentation scolaire dans la zone du sous-programme dont celui des filles</li> <li>• Taux de déperdition des filles du primaire au secondaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques scolaires (Ministère de l'éducation et Ecoles et Etablissement secondaires de la zone du sous-programme)</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Etudes réalisées par d'autres partenaires au développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> <li>• Groupe de discussion</li> <li>• Observations directes rapides et structurées</li> <li>• Mini-enquêtes</li> </ul>
<b>Réalisation des effets intermédiaires</b>			
5.) Dans quelle mesure le sous-programme a permis de réduire la corvée liée à l'eau dans la zone ciblée (notamment pour les filles) ?	Temps moyen consacré à aller chercher l'eau dans la zone du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Entretiens</li> <li>• Etudes réalisées par d'autres partenaires au développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> <li>• Groupe de discussion</li> <li>• Observations directes rapides et structurées</li> <li>• Mini-enquêtes</li> </ul>

6.) Dans quelle mesure le sous-programme a permis de réduire la prévalence des maladies liées à l'eau et à l'assainissement dans la zone ciblée (notamment pour les filles) ?	Taux moyen de prévalence des maladies d'origine hydrique et du péril fécal (parasitose et paludisme) (dont les filles)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques sanitaires de la zone du projet (Ministère de la santé et Structures sanitaires de la zone du sous-programme)</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Etudes réalisées par d'autres partenaires au développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> <li>• Groupe de discussion</li> <li>• Observations directes rapides et structurées</li> <li>• Mini-enquêtes</li> </ul>
7.) Dans quelle mesure le sous-programme a permis de réduire la dépense de santé dans la zone ciblée ?	Dépenses moyennes de santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques Gouvernementales (Institut National des Statistiques)</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Etudes réalisées par d'autres partenaires au développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> <li>• Groupe de discussion</li> <li>• Observations directes rapides et structurées</li> <li>• Mini-enquêtes</li> </ul>
8.) Dans quelle mesure le sous-programme a permis de renforcer la soutenabilité des institutions locales d'AEP rurale dans la zone ciblée ?	Dépenses moyennes de santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques Gouvernementales (Institut National des Statistiques)</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Etudes réalisées par d'autres partenaires au développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> <li>• Groupe de discussion</li> <li>• Observations directes rapides et structurées</li> <li>• Mini-enquêtes</li> </ul>
<b>Réalisation des effets à court terme</b>			
9.) Dans quelle mesure le sous-programme a permis d'accroître l'accès pérenne à un système d'alimentation d'eau amélioré dans la zone ciblée ?	Nombre de personnes ayant accès à des sources d'eau potable améliorées grâce au sous-programme, dont pourcentage des femmes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques gouvernementales (Ministère de la santé, Ministère chargé de l'eau, Structures sanitaires de la zone du sous-programme)</li> <li>• Base de données du sous-programme</li> <li>• Rapports des structures de gestion des installations d'AEPA</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Base de données du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> <li>• Mini-Enquête</li> </ul>
	Consommation d'eau par habitant et par jour dans la zone du sous-programme, dont pourcentage pour les femmes.		
	Taux d'accès à l'eau potable dans la zone du sous-programme, dont pour les femmes		
10.) Dans quelle mesure le sous-programme a permis d'accroître l'accès pérenne à un système d'assainissement amélioré dans la zone ciblée ?	Nombre de personnes ayant accès à des installations sanitaires améliorées grâce au sous-programme, dont pourcentage des femmes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques gouvernementales (Ministère de la santé, Ministère chargé de l'eau, Structures sanitaires de la zone du sous-programme)</li> <li>• Base de données du sous-programme</li> <li>• Rapports des structures de gestion des installations d'AEPA</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Base de données du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> <li>• Mini-Enquête</li> </ul>
	Nombre de ménages dotés de systèmes adéquats d'assainissement dans la zone du projet, dont ménages gérés par une femme.		
	Taux de couverture en assainissement dans la zone du sous-programme		

11.) Dans quelle mesure le sous-programme a permis d'accroître la capacité des intervenants à fournir des services d'AEP et d'assainissement durable de qualité dans la zone ciblée ?	Nouvelles structures collectives (comités, associations, groupes) formés grâce au sous-programme pour veiller à l'utilisation rationnelle de l'eau (nombre), avec leur pourcentage d'adhésion féminine.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du projet</li> <li>• Base de données du sous-programme</li> <li>• Rapports des institutions locales d'AEPA de la zone du projet</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Base de données du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> <li>• Mini-Enquête</li> </ul>
	Taux de satisfaction des bénéficiaires dans la zone du sous-programme, dont pourcentage des femmes		
	Pourcentage de systèmes hydrauliques gérés par les opérateurs privés		
12.) Dans quelle mesure le sous-programme a permis l'adoption des comportements adéquats par les bénéficiaires dans la zone ciblée ?	Nombre de personnes lavant leur main pendant les moments critiques (après utilisation des latrines, évacuation des excréta, manipulation des aliments) notamment pour les femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Observations</li> <li>• Rapports des institutions locales d'AEPA de la zone du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Observations directes structurées</li> <li>• Rapports des institutions locales d'AEPA de la zone du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> <li>• Mini-Enquête</li> </ul>
	Nombre de personnes utilisant des installations d'assainissement hygiéniques		
	Nombre de ménages favorables au paiement des charges liées aux services d'alimentation en eau potable dans la zone du sous-programme		
13.) Dans quelle mesure le sous-programme a permis l'utilisation des données fiables de planification, suivi-évaluation du sous-programme/secteur dans la prise de décision dans la zone ciblée ?	Nombre de ménages favorables au paiement des charges liées aux services d'alimentation en eau potable dans la zone du sous-programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Base de données de sous-programmes</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Observations directes structurées</li> <li>• Rapports des institutions locales d'AEPA de la zone du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> </ul>
	Fiabilité et utilisation des données de planification et d'utilisation		
	Fiabilité et utilisation des données de suivi-évaluation		
14.) Dans quelle mesure le sous-programme a suscité de nouveaux projets d'AEPA en milieu ?	Nombre de nouveaux projets financés en AEP rural	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Observations directes structurées</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> </ul>
<b>Réalisation des extraits</b>			
15.) Dans quelle mesure le sous-programme a réalisé les extraits escomptés ?	Quantité des extraits physiques réalisés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Observations directes structurées</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Discussions par groupe</li> </ul>
	Les ouvrages sont exécutés dans le respect des règles de l'art (technique, environnemental et social)		
	Qualité du Système de suivi-évaluation mise en place		

	16.) Dans quelle mesure des facteurs hors du contrôle de la BAD et du Gouvernement pour la réalisation des résultats du projet ont-ils affectés le sous-programme ?	Principaux facteurs hors de contrôle de la BAD et du Gouvernement ayant affecté le sous-programme		
EFFICIENCE	1.) Quels sont les TRIF et TRIE à l'évaluation au REPP ?	Taux de rentabilité interne économique (TRIE) et Taux de rentabilité interne financière (TRIF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Directives de calcul de rentabilité financière et économique des opérations d'AEPA</li> <li>• Documents du gouvernement</li> <li>• Statistiques sur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Calcul de l'évaluateur</li> </ul>
	2.) Quels sont les facteurs qui ont contribué aux différences de TRIF / TRIE à l'évaluation et au REPP (le cas échéant)?	Hypothèses de calcul du TRIE/TRIF à l'évaluation ex-ante, l'achèvement et à la post-évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Interview avec les consultants ayant préparé le RAP et le personnel de l'agence d'exécution.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Interviews</li> </ul>
	3.) Coûts-efficacité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coûts par bénéficiaires</li> <li>• Coûts au m2</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents du sous-programme</li> <li>• Interviews des informateurs clés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document commentaires</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> </ul>
DURABILITE	1.) Les modes financement actuels, et en particulier la tarification lorsqu'il y en a, permettent-ils de maintenir les ouvrages en bon état ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacité des institutions locales d'AEPA à assurer la maintenance des ouvrages.</li> <li>• Capacité des institutions à renouveler les équipements (Montant provisionné)</li> </ul>	Dossiers financiers des institutions locales d'AEPA	Revue documentaire
	2.) Soutenabilité du niveau tarifaire pratiqué par les institutions locales d'AEPA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux d'impayés</li> <li>• Niveau relatif du tarif pratiqué par rapport à ceux pratiqués par d'autres services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents des organismes gouvernementaux et du sous-programme</li> <li>• Documents des institutions fournisseurs de services d'AEP en milieu rurale dans la zone du sous-programme.</li> </ul>	Revue documentaire
	3.) Viabilité techniques des ouvrages d'alimentation en eau potable	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de conformité des eaux distribuées (microbiologie et physico-chimiques)</li> <li>• L'expertise nécessaire à la maintenance est disponible</li> <li>• Les pièces détachées, réactifs sont disponibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents des organismes gouvernementaux et du sous-programme</li> <li>• Documents des institutions fournisseurs de services d'AEP en milieu rurale dans la zone du sous-programme.</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document commentaires</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> </ul>
	4.) Y a-t-il actuellement des politiques et des procédures appropriées pour assurer le financement des opérations et de la maintenance ?	Opérations (après mise en service)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents des organismes gouvernementaux et du sous-programme</li> <li>• Documents des institutions fournisseurs de services d'AEP en milieu rurale dans la zone du sous-programme.</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document commentaires</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés</li> </ul>

	5.) Viabilité environnementale	Quantité et qualité des ressources en eau ne sont pas dégradées par le sous-programme	Entrevues.	Mini-Enquêtes auprès des ménages et les fournisseurs de services d'AEP en milieu rurale.
	6.) Quelle est la probabilité que des améliorations nouvelles dans les politiques sectorielles, les arrangements institutionnels, et le climat d'investissement pour la participation du secteur privé?	Politiques sectorielles, les arrangements institutionnels, et le climat d'investissement pour la participation du secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document du gouvernement</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Interviews des informateurs clés et</li> <li>• discussions en groupe.</li> </ul>
	7.) Quelle est la durabilité du cadre réglementaire, de la gouvernance, la responsabilisation des entités du secteur?	Cadre réglementaire, de la gouvernance, la responsabilisation des entités du secteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document du gouvernement</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Interviews des informateurs clés et</li> <li>• discussions en groupe.</li> </ul>
IMPACT INSTITUTIONNEL	1.) Dans quelle mesure le sous-programme a-t-il contribué au développement sectoriel à long terme, y compris la gouvernance du secteur et le développement institutionnel	<p>Législation en matière d'eau et d'assainissement renforcée</p> <p>Maîtrise d'ouvrage des collectivités locales renforcée</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document du gouvernement</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Interviews des informateurs clés et</li> <li>• discussions en groupe.</li> </ul>
	2.) Comment le sous-programme a-t-il contribué aux priorités thématiques, en particulier le renforcement des capacités, les partenariats avec le secteur privé, et la bonne gouvernance (c.-à-d. la responsabilisation, la participation, la prévisibilité et la transparence)?	<p>Compétences et savoir-faire locaux renforcés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Valorisation du savoir-faire locale</li> <li>• Création de nouvelles compétences</li> <li>• Utilisation des compétences locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Interviews des informateurs clés et</li> <li>• discussions en groupe.</li> </ul>
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	1.) Dans quelle mesure les activités envisagées par le sous-programme ont-été réalisés comme prévu ?	Les ouvrages sont exécutés dans le respect des règles de l'art (technique, environnemental, social)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> <li>• Visites des ouvrages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Interviews des informateurs clés et</li> <li>• discussions en groupe</li> <li>• Observations directes</li> </ul>
	2.) Quelle est la performance du sous-programme en ce qui concerne la préparation à la mise en œuvre de projet au moment de l'approbation et s'il y a eu des retards importants dans le projet mise en œuvre?	Délais de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Interviews clés et</li> <li>• discussions en groupe</li> </ul>
	3.) Quelles sont les facteurs ayant contribué au succès du sous-programme ?	Principaux facteurs ayant affecté le sous-programme		

	4.) Quelles sont les facteurs ayant contribué aux éventuels retards dans la mise en œuvre du sous-programme ?	Principales causes d'éventuels retards		
	5.) Le processus de passation des marchés était-il transparent, rapide et efficace ?	Processus de passation des marchés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Interviews clés et</li> <li>• discussions en groupe</li> </ul>
	6.) La gestion financière du sous-programme était-elle transparente?	Gestion financière du sous-programme		
	7.) Y a-t-il eu des problèmes dans le décaissement de la contrepartie gouvernementale pour les activités du sous-programme ?	Etat sur les décaissements et le paiement de contrepartie gouvernementale		
	4.) Les coûts du projet sont conformes aux prévisions ?	Coûts du projet à l'évaluation ex-ante et à l'achèvement		
PERFORMANCE DE LA BANQUE	1.) Quelle est la performance du sous-programme en ce qui concerne la préparation à la mise en œuvre de projet au moment de l'approbation et s'il y a eu des retards importants dans le projet mise en œuvre ?	Situation sur les avis de non-objection	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Interviews</li> </ul>
	2.) Dans quelle mesure les ressources fournies par la BAD étaient efficaces ?	Situation sur les ressources fournies par la BAD	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Interviews</li> </ul>
	3.) Y a-t-il eu des problèmes dans le décaissement des fonds pour les activités du sous-programme ?	Problèmes dans le décaissement des fonds ET causes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document du sous-programme</li> <li>• Entrevues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> <li>• Interviews</li> <li>• discussions en groupe</li> </ul>
	4.) Quelle était l'efficacité des mécanismes de coordination intra et inter-agences dans le sous-programme ?	Mécanismes de coordination s'il y en a	Interviews des informateurs clés.	

#### ANNEXE 4 – PRINCIPALES CARATERISTIQUES DES METHODES D’EVALUATION RAPIDES A UTILISER

METHODES	Discussions par Groupe (Focus Group)	Interviews d’informateurs clés	Observations directes structurés	Mini-enquêtes
<p><b>Principales caractéristiques à retenir</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 à 8 participants par groupe</li> <li>• 6 à 8 questions (pour une session d’une heure), pas plus de 10 à 14 questions (pour une session de 2 heures)</li> <li>• Chaque participant répond à chaque question et peut réagir à chaque autre réponse</li> <li>• 1 Modérateur</li> <li>• 1 assistant modérateur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• C’est une conversation semi-structurée avec une personne ayant des connaissances spécialisées sur le sujet d’intérêt.</li> <li>• 20 à 25 pour plus de crédibilité et une diversité de points de vue</li> <li>• Par téléphone ou face-à-face</li> <li>• Préparer un guide d’entretien avec 5 à 10 questions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déterminer ce qu’il faut observer et les points à observer</li> <li>• Développer une fiche d’observation</li> <li>• L’enquêteur remplit la fiche avec ses propres observations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 15 à 30 questions</li> <li>• Durée (30mn à 1 heure)</li> <li>• 25 à 70 personnes à interviewer</li> <li>• Echantillonnage aléatoire préférable, sinon échantillonnage par choix raisonné acceptable</li> <li>• Privilégier les questions fermées</li> </ul>

## ANNEXE 5 – LOCALITES CIBLEES PAR LE SOUS-PROGRAMME

AEP			
Provinces	Districts	Secteur/ <i>Localités</i>	Principales Réalisations
Nord	<u>Musanze</u>	Mutobo Basse	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conduite principale</li> <li>• <i>Actualisation dossiers appels d'offres du réseau secondaire et de distribution</i></li> <li>• <i>Réseaux secondaires</i></li> </ul>
Ouest	Nyabihu	Mutera	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction adduction</li> <li>• <i>Réhabilitation AEP</i></li> <li>• Gestion</li> </ul>
Nord	<u>Rulindo</u>	Rutomvu-Gitare	AEP moyenne
Nord	Gicumbi	Nyanza-Karagari	AEP moyenne
Nord	Gicumbi	Karuhya-Ruzizi	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AEP moyenne</li> <li>• <i>Plan hydraulique</i></li> </ul>
Nord	Rulindo	Tumba	AEP moyenne
Est	Rwamagana	Rwamagana-Kayonza	AEP moyenne
Ouest	Karongi		Sources d'eau et bacs de lessives
Ouest	Ngororero		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sources d'eau et bacs de lessives</li> <li>• <i>Plan hydraulique</i></li> </ul>
Ouest	Rutsiro		Sources d'eau et bacs de lessives
Nord	Gakenke		<i>Plan hydraulique</i>
LATRINES			
Ouest	Karongi	Ménages vulnérables	Construction latrines
Ouest	Ngororero	Ménages vulnérables	Construction latrines
Ouest	Rutsiro	Ménages vulnérables	Construction latrines

## ANNEXE 6

### Stratégie de Collecte et Outils d'enquête et de diagnostic

#### 1. Introduction

Le Gouvernement Rwandais vient d'achever la mise en exécution du 1<sup>er</sup> sous-programme d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural (PNEAR Phase de lancement). Les activités de cette phase ont débuté le 30 mars 2005 pour s'achever au 31 Décembre 2009.

Le but ultime est d'améliorer les conditions de vie des populations rurales dans sa zone d'influence, à savoir les provinces du Nord (Ex-Province de Ruhengeri et de Byumba), de l'Ouest (Ex-Province de Kibuye et de Gisenyi) et de l'Est (Ex -Province Kibungo) sélectionnées pour la phase de lancement à cause de l'urgence des besoins, du taux d'incidence des maladies hydriques élevé et de la disponibilité des études techniques permettant une intervention rapide.

Les objectifs spécifiques du sous-programme sont :

- (i) améliorer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement en milieu rural dans les Ex-provinces de Kibuye, Kibungo, Byumba, Ruhengeri et Gisenyi,
- (ii) doter le pays de moyens de suivi-évaluation du secteur d'AEPA,
- (iii) renforcer les capacités afin d'assurer la durabilité des services d'AEPA en milieu rural et
- (iv) préparer les phases ultérieures d'exécution du programme national.

En termes d'effets directs, des améliorations étaient attendues au niveau:

- (i) de l'accès pérenne à un système d'alimentation en eau;
- (ii) de l'accès à un système d'assainissement;
- (iii) des capacités à fournir des services d'AEPA et d'assainissement de qualité en milieu rural ;
- (iv) de l'appui des institutions locales d'AEPA en milieu rural;
- (v) du système de planification et de suivi-évaluation du secteur d'AEPA;
- (vi) du financement de projets subséquents d'AEP en milieu rural.

L'évaluation globale menée dans le RAP et révisée par OPEV relève que le sous-programme a atteint et parfois dépassé ces réalisations physiques, et ceci dans les délais impartis. La qualité des ouvrages d'eau et d'assainissement est jugée satisfaisante. Cependant, la mise en place d'un système de suivi-évaluation, composante essentielle du PNEAR dans sa globalité, est jugée peu satisfaisante. Cette contre-performance a conduit à une documentation peu explicite des effets et impacts du sous-programme.

L'évaluation rétrospective devra examiner d'une manière approfondie les questions suivantes :

- pérennité des ouvrages ;
- partenariat public/privé dans la gestion des infrastructures d'AEPA rural ;
- système d'évaluation ;
- système de traitement de l'eau en milieu rural ;
- adoption des comportements adaptés ;
- l'aspect genre.

## **2. Principales questions d'évaluation**

À partir des constats et des informations disponibles, l'équipe d'évaluation devra apprécier la performance du projet à partir de cinq critères: pertinence, efficacité, efficience, impact, viabilité. Pour chacun de ces critères, des approches d'évaluation sont préconisées dans les projets de document d'orientation. Il reviendra aux consultants de les préciser, compléter ou modifier au besoin.

L'évaluation se focalisera en général sur les questions suivantes :

- Analyser l'efficacité, la pertinence et le fonctionnement des structures de gestion des systèmes d'AEPA dans la zone du sous-programme
- Evaluer le système de recouvrement des coûts, y compris l'accessibilité des coûts d'assainissement par les bénéficiaires
- Evaluer l'exploitation technique et financière des services d'AEPA dans la zone ciblée, les compétences locales
- Évaluer le niveau de contribution de la communauté et leur niveau d'appropriation du cadre de gestion des ouvrages et leur durabilité
- Évaluer le niveau de participation des femmes dans la planification et la gestion des infrastructures d'AEPA
- Evaluer la qualité du Partenariat Public/Privé dans la gestion des infrastructures
- Proposer les principaux éléments d'un système de suivi-évaluation efficace du PNEAR
- Evaluer le niveau d'adoption des comportements adéquats par les usagers
- Analyser dans quelle mesure les objectifs de fourniture, gestion et maintenance des services d'AEPA communautaires ont été atteints
- Evaluer la qualité des services d'AEPA fournis dans la zone du sous-programme
- Evaluer les effets et impacts du sous-programme et leur durabilité
- Évaluer l'impact du programme/projet sur le statut des femmes et des enfants
- Analyser l'efficacité, la pertinence et le fonctionnement des structures de gestion des systèmes d'AEPA
- Apprécier l'environnement institutionnel et juridique.
- participer à d'autres tâches jugées pertinentes pour la réussite de la mission.

## **3. Collecte des données secondaires**

Il s'agira de collecter les données publiées dans les documents officiels récents et d'exploiter les données des enquêtes telles que l'enquête démographique et de santé et l'enquête sur les conditions de vie ménages conduites par l'Institut National de la Statistique du Rwanda (INSR).

## **4. Mini enquête sur terrain**

### **4.1 Couverture géographique et domaine d'analyse**

Le 1<sup>er</sup> sous-programme d'alimentation en eau potable et d'assainissement (PNEAR-Phase de lancement) a couvert 12 districts dans les provinces de l'Est, du Nord et de l'Ouest.

Province	Districts couverts
Est	Rwamagana et Kayonza
Nord	Gicumbi, Rulindo, Burera, Musanze et Gakenke
Ouest	Karongi, Rutsiro, Rubavu, Nyabihu et Ngororero

L'évaluation va couvrir toute la zone de la phase de lancement et l'analyse se fera au niveau global.

#### 4.2 Base de sondage et unités de sondage

L'organisation des entités administratives de la République du Rwanda compte 4 provinces (Sud, Ouest, Nord et Est) et la Ville de Kigali, 30 districts, 416 secteurs, 2148 cellules et 14837 villages. Le village étant la plus petite entité administrative, a été utilisé comme unité primaire de sondage.

La base de sondage pour l'évaluation du PNEAR-Phase de lancement doit contenir une liste exhaustive (sans omission ni répétition) de tous les villages desservis par le programme dans les districts mentionnés ci-dessus. La liste disponible s'arrête au niveau de la cellule. La stratégie adoptée est de sélectionner les cellules dans un premier temps, et arrivé sur terrain l'enquêteur va établir la liste des villages desservis dans cette cellule et procéder à la sélection d'un village échantillon.

#### 4.3 Population cible

Pour ce mini enquête, il s'agira d'évaluer les effets et impacts socio-économiques sur la population résidant aux environs des ouvrages réalisés d'AEP et d'assainissement. Ces ouvrages sont : 2 grandes AEP de Mutobo basse et Mutera, 4 AEP moyennes, 1084 sources d'eau ou points d'eau et 2120 latrines pour les familles vulnérables. A cet effet, le consultant propose de conduire des interviews auprès des catégories suivantes :

- ménages bénéficiaires du projet ;
- ménages non bénéficiaires qui constituent le groupe de contrôle ;
- les femmes vivant dans la zone couverte par le projet ;
- ménages vulnérables ;
- les leaders des villages : chef du village et/ou les membres du comité du village, les enseignants, les agents de santé, etc.

#### 5.4 Echantillonnage

##### a.) Stratification

Les interventions du PNEAR-Phase de lancement ont été regroupées en six catégories ou strates pour les besoins de l'échantillonnage.

- la grande AEP de Mutobo basse ;
- la grande AEP de Mutera ;
- les 4 AEP moyennes ;
- le district de Ngororero ;
- le district de Rutsiro ;
- et, le district de Karongi.

Pour chaque catégorie, la sélection des cellules est indépendante de l'autre catégorie.

b.) Sélection des cellules, des villages et des ménages

Compte tenu de l'absence de la base de sondage jusqu'au niveau des villages, il a été introduit un niveau intermédiaire : la sélection des cellules.

Pour l'échantillon des ménages bénéficiaires, la méthode d'échantillonnage à deux degrés (pour les strates avec une liste des villages) et à trois degrés (pour les strates avec des listes qui s'arrêtent au niveau des cellules) a été retenue:

- au 1<sup>er</sup> degré, un échantillon de cellules/villages desservis par le projet sera sélectionné par la méthode aléatoire simple;
- au 2<sup>ème</sup> degré, un tirage systématique de ménages échantillons sera fait dans les villages sélectionnés au 1<sup>er</sup> degré pour les strates dont la base de sondage est disponible. Pour les autres, il faudra d'abord reconstituer la base de sondage (liste des villages dans la cellule) et procéder au tirage d'un village avant la sélection des ménages. Ce tirage se fera à partir de la liste exhaustive de tous les ménages détenue par les chefs des villages.

Pour les ménages non bénéficiaires (groupe de contrôle), nous proposons de choisir six villages au total n'ayant pas bénéficié d'aucun ouvrage du projet. Ces six villages se répartissent dans les différentes strates proposées. Dans chaque village, la procédure de sélection des ménages est identique à celle utilisée pour les ménages bénéficiaires.

Pour chaque village échantillon, une seule interview sera menée avec les leaders du village, et il y aura un groupe de discussion composé de femmes.

c.) Taille de l'échantillon

En rappelant qu'il s'agit d'une mini-enquête, la taille proposée nous est imposée principalement par la contrainte financière.

Catégories	Nombre de villages	Nombre de ménages par village	Nombre total de ménages
Ménages bénéficiaires	20	9	180
Ménages non bénéficiaires	6	9	54
Les leaders	26		
Groupes de discussion composés de femmes	26		

d.) Distribution spatiale de l'échantillon

La distribution spatiale de l'échantillon s'est basée sur l'effectif de la population bénéficiaire de chaque type d'ouvrage. La distribution détaillée est présentée en annexe 1.

e.) Questionnaires

Trois types de questionnaires ont été élaborés :

- un questionnaire destiné aux ménages
- un questionnaire pour les groupes de discussion
- un questionnaire communautaire pour les informateurs clés.

f.) La méthode de collecte

La méthode de collecte est l'administration du questionnaire par six enquêteurs à recruter sur une période d'au maximum 10 jours. Ces derniers posent des questions aux répondants et remplissent eux-mêmes le questionnaire. Chaque enquêteur sera muni d'un manuel d'instructions pour aider à bien poser les questions et à remplir le questionnaire de manière appropriée. Avant de commencer la collecte, une formation des enquêteurs sera organisée et portera sur les points suivants :

- objectifs de l'évaluation;
- les outils de collecte ;
- méthodologie de collecte ;
- identification des répondants.

g.) Saisie, traitement et analyse des données

La saisie des données sera faite à l'aide du logiciel **CSPro** (Census and Survey processing) développé par le Bureau de recensement des Etats-Unis.

Le traitement et l'analyse seront effectués avec le logiciel SPSS. L'analyse se fera essentiellement par comparaison entre la situation actuelle et celle qui prévalait avant le projet, et aussi entre les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires.

## **Annexes**

Annexe 6.1 : Distribution spatiale de l'échantillon

Annexe 6.2 : Répartition des villages par enquêteur

Annexe 6.3 : Questionnaire auprès des ménages bénéficiaires/non bénéficiaires

Annexe 6.4 : Questionnaire : Discussion en groupe

Annexe 6.5 : Questionnaire communautaire

**Annexe 6.1** : Distribution spatiale de l'échantillon

Type d'ouvrage	District	Secteur	Cellule	Village	Ménages bénéficiaires	Ménages non bénéficiaires	Familles vulnérables	Observation
AEP Mutobo basse	Musanze	Musanze	Rwambogo	A déterminer	9			BF 0203
		Nyange	Kabeza	A déterminer	9			BF K7+247 HABARUREMA
		Cyuve	Cyanya	A déterminer	9			BFK 1801 BARAYAGWIZA
	Burera	Rugarama	Rurembo	A déterminer	9			BF 2503 SEMANA
		Gahunga	Kidakama	A déterminer	9			BF 1902 NYIRAMUGISHA
		Gahunga	Buramba	Buramba			9	Village non desservi
AEP Mutera	Nyabihu	Mukamira	Rurengeri	Rwankeri	9			TBF Chez UZAMUKUNDA
	Nyabihu	Mukamira	Rurengeri	Rugarambiro			9	Village non desservi
	Musanze	Busogo	Sahara	Nyarubuye	9			TBF 16 SAGE
AEP Moyenne	Rulindo	Bushoki	Giko	A déterminer	9			
	Gicumbi	Bukure	Rwesero	A déterminer	9			
	Gicumbi	Bukure	Rwesero	A déterminer			9	Village non desservi
	Rwamagana	Muhazi	Kabare	A déterminer	9			
Sources d'eau et ouvrages d'assainissement familiaux	Ngororero	Nyange	Gaseke	A déterminer	9		1	
		Muhororo	Rugogwe	A déterminer	9		1	
		Hindiro	Marantima	A déterminer	9		1	
		Gatumba	Cyome	A déterminer	9		1	
		Gatumba	Cyome	A déterminer			9	
	Rutsiro	Mukura	Kageyo	A déterminer	9		1	
		Mushonyi	Magaba	A déterminer	9		1	
		Musasa	Gabiro	A déterminer	9		1	
		Mukura	Kageyo	A déterminer			9	
	Karongi	Rubengera	Kibirizi	A déterminer	9		1	
		Gishyita	Ngoma	A déterminer	9		1	
		Gashari	Birambo	A déterminer	9		1	
		Rubengera	Kibirizi	A déterminer			9	
					180	54	10	

**Annexe 6.2:** Répartition du travail de collecte des données sur terrain

Enquêteur	Strates	District	Ménages bénéficiaires	Ménages non bénéficiaires	Ménages vulnérables	Total	Femmes	Communautaires
Enquêteur 1	AEP Mutobo	Musanze	18	9		27	3	3
		Burera	9			9	1	1
Enquêteur 2	AEP Mutobo et Mutera	Musanze	36			36	4	4
		Nyabihu		9		9	1	1
Enquêteur 3	AEP Moyennes	Rulindo	9	9		18	2	2
		Rwamagana	9			9	1	1
		Gicumbi	9			9	1	1
Enquêteur 4	Sources d'eau	Ngororero	36	9	4	49	5	5
Enquêteur 5	Sources d'eau	Rutsiro	27	9	3	39	4	4
Enquêteur 6	Sources d'eau	Karongi	27	9	3	39	4	4
			180	54	10	244	26	26

## RAPPORT D'EVALUATION DES PERFORMANCES DU PROJET (REPP)

### RWANDA, PROGRAMME D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL – PHASE DE LANCEMENT

#### QUESTIONNAIRE AUPRES DE MENAGES BENEFICIAIRES

#### I. IDENTIFICATION MENAGE

1.1. Province (1=Ouest, 2=Nord, 4=Est)		<input type="text"/>
1.2. District		<input type="text"/>
1.3. Secteur : _____		<input type="text"/>
1.4. Cellule : _____	(Voir le code)	<input type="text"/>
1.5. Village : _____	(Voir le code)	<input type="text"/>
1.6. Type d'habitat ( <b>1=habitat dispersé, 2=habitat regroupé</b> )		<input type="text"/>
1.7. Nom du chef de ménage : _____	Code ménage	<input type="text"/>

#### II. INFORMATIONS SUR LES MEMBRES DU MENAGE

2.1. No.	2.2. Nom et prénom	2.3. Sexe (1=H, 2=F)	2.4. Age	2.5. Relation avec le Chef de Ménage	2.6. Niveau d'instruction	2.7. Si la réponse à 2.6 est 1 ou 2, savez-vous lire et écrire ?	2.8. Occupation principale au cours des 12 derniers mois
1		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
2		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
3		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
5		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
6		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
7		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
8		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
9		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
10		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
11		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
12		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

#### Codes :

- Q2.5 : **Relation avec le CM** (1=CM, 2=Epoux, 3=Fils/Fille, 4=Parents, 5=Frères/Sœurs, 6=Autre lien, 7=Sans lien)
- Q2.6 : **Niveau d'instruction** (1=N'a jamais été à l'école, 2=primaire incomplet, 3=primaire complet, 4=secondaire incomplet, 5=secondaire complet, 6=supérieur)
- Q2.7 : **Alphabétisation** (1=lire seulement, 2=lire et écrire, 3=Ne sait ni lire ni écrire)
- Q2.8 : **Occupation** (Salarié agricole=01, Salarié non agricole=02, Indépendant agricole=03, Indépendant non agricole=04, Apprenti/Femme au foyer=05, Chômeur=06, Elève/Étudiant=07, Retraité=08, Handicapé=09, Enfant=10, Autre sans occupation=11)

### III. SANTE

3.1. No. Identification (le même qu'à la Q2.1)	3.2. [NOM] a-t-il souffert d'une maladie au cours des 12 derniers mois? (1=Oui, 2=Non)	3.3. Si oui, de quelle maladie? (voir liste des maladies)	3.4. Durée d'absence au travail ou à l'école? (Nombre de jours)	3.5. Combien avez-vous payé pour le traitement? (médicaments, transport, hospitalisation, etc.) (Montant en FRw)	3.6. Etes-vous membre d'une mutuelle de santé? (1=Oui, 2=Non)
1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**Liste des maladies :** (Paludisme=1, Parasitose intestinal=2, Infection respiratoire=3, Maladie de la peau=4, Accident/Blessure=5, Diarrhée=6, Problème dentaire=7, Problème gynécologique=8, Autre=9)

3.7. Y a-t-il eu de décès dans ce ménage au cours de 5 dernières années? (1=Oui, 2=Non=>Q4.1)	<input type="checkbox"/>
3.8. Si oui, combien de décès?	<input type="checkbox"/>
3.9. Pour le récent décès, quels sont le sexe et l'âge? a) Sexe (1=Masculin, 2=Féminin) b) Age (Nombre d'années)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
3.10. Quelle est la principale cause de décès? (1=Maladie, 2=Accident, 3=Vieillesse, 4= Autre)	<input type="checkbox"/>
3.11. Si c'est la maladie, préciser le type de maladie?	<input type="checkbox"/>

### IV. APPROVISIONNEMENT EN EAU DU MENAGE

	Avant 2005	Aujourd'hui
4.1. Quelle est la principale source d'approvisionnement en eau? (1=Fontaine publique gratuite, 2=Source aménagée, 3=Source non aménagée, 4=rivière, lac, mare, 5=Achat au robinet, 6=Abonné à EWSA, 7=Autre raccordement, 8=Autre)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.2. Du ménage vers la source, quelle est la topographie du terrain? (1=pente raide, 2=pente légère, 3=terrain plat, 4= pente et plat)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.3. Cette source est-elle Protégée? a) Fosse de protection (1=Oui, 2=Non) b) Clôture (1=Oui, 2=Non) c) Engazonnement (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

d) Canal d'évacuation (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Autre à préciser :.....(1=Oui, 2=Non)		
4.4. L'eau est-elle disponible tout le temps ? (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.5. A quelle distance se trouve cette source ? (en mètres) Si incapable d'estimer, mettre 9999	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4.6. Combien de temps (aller et retour) pour une personne adulte ? (en minute)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4.7. Quantité d'eau utilisée par jour par le ménage? ( En litres)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4.8. Cette quantité est-elle suffisante pour les activités du ménage ? (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.9. Si non, quelle quantité vous suffit-elle ? en litres	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4.10. Quel est l'usage principal de l'eau puisée? (1=lessive, 2=cuisson, 3=laver la vaisselle, 4=boisson, 5=autre à préciser :_____)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4.11. Utilisez-vous ce récipient pour puiser de l'eau ? (réponse multiple)		
a) Jerrican (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Seau métallique (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Seau en plastique (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Cruche (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Autre à préciser :_____ (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.12. Utilisez-vous ce récipient pour le stockage de l'eau ? (réponse multiple)		
a) Jerrican (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Seau métallique (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Seau en plastique (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Cruche (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Autre à préciser :_____ (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.13. Le principal récipient de stockage est-il couvert ? (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.14. Payez-vous de l'argent pour avoir de l'eau ? (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.15. Si oui, quel est le montant payez-vous chaque mois ?	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4.16. Utilisez-vous des désinfectants ? (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.17. Si oui, comment vous vous en procurez ? (1=Achat, 2=Don, 3=Autre)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## V. COLLECTE D'EAU DE PLUIE

	Avant 2005	Aujourd'hui
5.1. Votre ménage dispose-t-il d'un système de collecte de l'eau de pluie ? (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.2. Qui a installé le système ? (1=lui-même, 2=bailleur, 3=autres à préciser)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.3. Si oui, quel est ce système ? (1=Gouttière avec réservoir, 2=gouttière sans réservoir, 3=Autre système)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.4. Quelle est la capacité de votre système de stockage d'eau de pluie ? en litres	<input type="text"/>	<input type="text"/>
5.5. Quel est l'usage principal de l'eau de pluie? (1=Lessive, 2=Cuisson, 3=Laver la vaisselle, 4=boisson,	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

5=autre à préciser : _____)		
5.6. Existence d'une canalisation des eaux de pluie dans votre concession (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.7. Dans quelle mesure votre système de collecte a contribué dans la lutte anti-érosive dans votre concession (1=beaucoup, 2=moyen, 3=insignifiant)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## **VI. HYGIENE ET EVACUATION DES DECHETS ET ORDURES MENAGERS**

6.1. Quel est votre lieu d'aisance ? (1=Brousse, 2=latrine)	<input type="checkbox"/>
6.2. Si la réponse est latrine, quel est le type de latrine ? (1=Chasse eau avec fosse septique, 2=Latrine à fosse sèche, 3=Latrine ventilée (VIP, ECOSAN), 4=Autre à préciser)	<input type="checkbox"/>
6.3. Quel est l'état des latrines ? (1=bon état utilisé, 2= mauvais état utilisé, 3=bon état non utilisé, 4=mauvais état non utilisé)	<input type="checkbox"/>
6.4. A quelle fréquence nettoyez-vous la cuisine ? (Nombre de fois par jour)	<input type="checkbox"/>
6.5. Buvez-vous de l'eau bouillie ? (1=Oui, 2=Non)	<input type="checkbox"/>
6.6. Lavez-vous vos mains avant de manipuler la nourriture ? (1=Oui, avec du savon, 2=Oui, sans savon, 2=Non)	<input type="checkbox"/>
6.7. Lavez-vous vos mains après avoir été aux toilettes ? (1=Oui, avec du savon, 2=Oui, sans savon, 3=Non)	
6.8. Lavez-vous vos mains après avoir nettoyé un enfant qui a déféqué ? (1=Oui, avec du savon, 2=Oui, sans savon, 3=Non)	<input type="checkbox"/>
6.9. Lavez-vous vos mains avant l'allaitement ? (1=Oui, avec du savon, 2=Oui, sans savon, 3=Non)	<input type="checkbox"/>
6.10. Où jetez-vous les déchets et ordures ménagers ? (1=Poubelle publique, 2=Ramassage par Associations, 3=Jetées dans les champs du ménage, 4=Jetées ailleurs, 5=Brûlées par le ménage, 6=Compostière du ménage, 7=Autre)	<input type="checkbox"/>
6.11. Où est-ce que vous jetez les eaux usées? (1=nature, 2=trou, 3=rue, 4=Autre lieu)	<input type="checkbox"/>
6.12. A quel endroit vous lavez-vous (se laver le corps) ? (1=Dans la maison, 2=Dehors, 3=Local approprié, 4=Latrine, 5=Autre)	<input type="checkbox"/>

## **VII. ACTIVITES DE PUISER L'EAU (les 7 derniers jours)**

7.1. Qui a puisé l'eau dans le ménage? (Voir No Id à la Q.2.1)	7.2. Combien de fois par jour ?			7.3. Impact de cette activité sur d'autres travaux? (1=retard à l'école, 2=réduction du temps destiné à une autre activité, 3=Autre à préciser)	
	a) Matin	b) Midi	c) Soir	Avant 2005	Aujourd'hui
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## VIII. GESTION DES POINTS D'EAU

	Avant 2005	Aujourd'hui
8.1. Quelle est la structure de gestion du point d'eau où vous vous approvisionnez? (1=EWSA, 2=Autre structure de l'Etat, 3=Régie associative, 4=Société privée, 5=Individu, 6=Ne sait pas)	_	_
8.2. Comment évaluer le fonctionnement de cette structure ? (1=Fait bien son travail, 2=Ne fait pas son travail, 3=Aucune opinion)	_	_
8.3. Payez-vous de l'argent pour avoir de l'eau (1=Oui, 2=Non)	_	_
8.4. Si oui, combien paye-vous? Quantité en litres  Prix  correspondant	_ _   _ _ _ _	_ _   _ _ _ _
8.5. Etes-vous capable de payer toute la quantité d'eau que le ménage a besoin (1=Oui facilement, 2=Oui difficilement, 3=Non)	_	_
8.6. Avez-vous participé à des séances de formation sur les sujets tels que l'eau potable, hygiène et assainissement ? (1=Oui, 2=Non)	_	_
8.7. Si oui, préciser le principal sujet traité : _____	_	_

## RAPPORT D’EVALUATION DE PERFORMANCES DU PROJET (REPP)

### RWANDA, PROGRAMME D’ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D’ASSAINISSEMENT (PNEAR-PHASE DE LANCEMENT)

## QUESTIONNAIRE COMMUNAUTAIRE

Ce questionnaire a pour objectif de collecter les informations sur les infrastructures se trouvant dans le village ainsi que leur système d’alimentation en eau potable et d’assainissement.

Les informateurs clés pour ce questionnaire sont les membres du comité de village, les responsables des écoles et centres de santé.

#### 1. IDENTIFICATION

Nom de la Province :	
Nom du District :	
Nom du Secteur :	
Nom de la Cellule :	
Nom du village:	
Date de l’interview	

#### 2. Liste des informateurs clés interviewés

No	Noms	Fonction	Date JJ/MM/AA
1.			_ _ _  /  _ _ _  /  _ _ _
2.			_ _ _  /  _ _ _  /  _ _ _
3.			_ _ _  /  _ _ _  /  _ _ _
4.			_ _ _  /  _ _ _  /  _ _ _
5.			_ _ _  /  _ _ _  /  _ _ _

## Section 1. Informations générales

1.1. Population totale actuelle du village		
1.2. Nombre total actuel de ménages du village		
	Avant 2005	Aujourd'hui
1.3. Principal mode d'approvisionnement en eau du village (1=Fontaine publique gratuite, 2=Source aménagée, 3=Source non aménagée, 4=rivière, lac, mare, 5=Achat au robinet, 6=Abonné à EWSA, 7=Autre raccordement, Autre à préciser)		
1.4. Nombre total de points d'eau dans le village		
1.5. Dans ce village, l'eau est-elle disponible tout le temps ? (1=Oui, 2=Non)		
1.6. Si non, combien de mois dans l'année l'eau est-elle indisponible ? Nombre de mois		

## Section 2. Existence de marché

2.1. Y a-t-il un marché dans votre village ? 1=Oui, 2=Non		
2.2. Ce marché est-il approvisionné en eau potable ? 1=Oui, 2=Non		
2.3. Si Oui, quel est le mode d'approvisionnement ? (1=Fontaine publique gratuite, 2=Source aménagée, 3=Source non aménagée, 4=rivière, lac, mare, 5=Achat au robinet, 6=Abonné à EWSA, 7=Autre raccordement, 8=Autre)		
2.4. Depuis quand est-il approvisionné en eau potable? année		
2.5. Existe-t-il des toilettes publiques ? 1=Oui, 2=Non		
2.6. Si oui, quelle est la date de construction ?		
2.7. Quelle est la source de financement? 1=PNEAR, 3.9. 2=Autre organisme de l'Etat, 3=ONG, 4=Autre à préciser)		
2.8. Quel est leur état de propreté ? 1=Extrêmement puantes et dégoûtantes, 2=puantes et dégoûtantes, 3=raisonnables, 4=très propres et sans mauvaise odeur		
2.9. Quel est le nombre de blocs/portes pour hommes et pour femmes? Hommes Femmes		
2.10. Existe-t-il des installations de lavage des mains ? 1=Oui, 2=Non		
2.11. Si oui, à quelle distance des toilettes se trouve cette installation? en mètres		
2.12. Existe-t-il du savon à cette installation ? 1=Oui, 2=Non		

## Section 3. Ecole

3.1. Y a-t-il une école dans votre village ? 1=Oui, 2=Non	
3.2. Quel est le type d'école	

(1=Primaire, 2=Secondaire, 3=Supérieur)		
3.3. Cette école est-elle approvisionnée en eau potable ? 1=Oui, 2=Non		
3.4. Si oui, quel est le mode d'approvisionnement ? (1=Fontaine publique gratuite, 2=Source aménagée, 3=Source non aménagée, 4=rivière, lac, mare, 5=Achat au robinet, 6=Abonné à EWSA, 7=Autre raccordement, 8=Autre)		
3.5. Depuis quand existe-t-il ?		
3.6. Existe-t-il des toilettes publiques ? 1=oui. 2=non		
3.7. Si oui, quelle est la date de construction		
3.8. Quelle est la source de financement? 1=PNEAR, 3.9. 2=Autre organisme de l'Etat, 3=ONG, 4=Autre à préciser)		
3.9. Quel est leur état de propreté ? 1=Extrêmement puantes et dégoûtantes, 2=puantes et dégoûtantes, 3=raisonnables, 4=très propres et sans mauvaise odeur		
3.10. Nombre de blocs/portes (distinguer les filles/garçons/enseignants)	Filles Garçons Enseignants	
3.11. Existe-t-il des installations de lavage des mains à cette école ? 1=Oui, 2=Non		
3.12. A quelle distance des toilettes se trouve un point d'eau ? en mètres		
3.13. Y a-t-il du savon à cette installation ?		
3.14. Les élèves ont-ils été sensibilisé au lavage des mains avec du savon ? 1=Oui, 2=Non		
3.15. L'école dispose-t-elle de réservoirs de collecte d'eau de pluie ? 1=Oui, 2=Non		
3.16. Y a-t-il des enfants en âge scolaire qui ne vont pas à l'école dans ce village/cellule?		
3.17. Quelle est la raison principale ? 1= <b>manque de moyens financiers</b> , 2= <b>Travail</b> , 3= <b>mariage</b> , 4= <b>migration</b> , 5= <b>pas d'intérêt</b> , 6= <b>aider la famille</b> , 7= <b>maladie</b> , 8= <b>autre</b>		

#### Section 4. Centre de santé (le répondant : un agent du centre de santé)

4.1. Y a-t-il un centre de santé dans votre village ? 1=Oui, 2=Non=> Section agglomération		
4.2. Ce centre de santé est-il approvisionné en eau potable ? 1=Oui, 2=Non		
4.3. Si oui, quel est le mode d'approvisionnement? (1=Fontaine publique gratuite, 2=Source aménagée, 3=Source non aménagée, 4=rivière, lac, mare, 5=Achat au robinet, 6=Abonné à EWSA, 7=Autre raccordement, 8=Autre)		
4.4. Depuis quand existe-t-il?		
4.5. Existe-t-il des toilettes publiques ? 1=Oui, 2=Non		
4.6. Si oui, quelle est la date de construction ?		
4.7. Quelle est la source de financement? 1=PNEAR, 3.9.		

2=Autre organisme de l'Etat, 3=ONG, 4=Autre à préciser)		
4.8. Quel est leur état de propreté ? 1=Extrêmement puantes et dégoûtantes, 2=puantes et dégoûtantes, 3=raisonnables, 4=très propres et sans mauvaise odeur		
4.9. Nombre de blocs/portes (femmes/hommes/privées) Femmes Hommes Toilettes Privées		
4.10. Existe-t-il des installations de lavage des mains? 1=Oui, 2=Non		
4.11. A quelle distance des toilettes se trouvent-elles ? en mètre		
4.12. Existence du savon pour le lavage des mains ? 1=Oui, 2=Non		
4.13. Le centre de santé dispose-t-il de réservoirs de collecte d'eau de pluie ? 1=Oui, 2=Non		
4.14. Principales maladies avant et après le projet - enfants de moins de 5ans - Autres (5 an et plus)		

## Section 5. Agglomération (Umudugudu)

5.1. Y a-t-il une agglomération dans votre village ?		
5.2. Combien de ménages dans l'agglomération ?		
5.3. Cette agglomération est-elle approvisionnée en eau potable ? 1=Oui, 2=Non		
5.4. Si oui, quel est le principal mode d'approvisionnement utilisé ? (1=Fontaine publique gratuite, 2=Source aménagée, 3=Source non aménagée, 4=rivière, lac, mare, 5=Achat au robinet, 6=Abonné à EWSA, 7=Autre raccordement, 8=Autre)		
5.5. Depuis quand existe-t-il?		
5.6. Existe-t-il des toilettes publiques ? 1=Oui, 2=Non		
5.7. Si oui, quelle est la date de construction ?		
5.8. Quelle est la source de financement? 1=PNEAR, 3.9. 2=Autre organisme de l'Etat, 3=ONG, 4=Autre à préciser)		
5.9. Quel est leur état de propreté ? 1=Extrêmement puantes et dégoûtantes, 2=puantes et dégoûtantes, 3=raisonnables, 4=très propres et sans mauvaise odeur		
5.10. Nombre de blocs/portes ? Femmes Hommes		
5.11. Existence des installations de lavage des mains ? 1=Oui, 2=Non		
5.12. A quelle distance des toilettes se trouvent-elles ? ? en mètres		
5.13. Existence du savon dans ces installations ? 1=Oui, 2=Non		

## Section 6. La gestion des points d'eau/Sensibilisation/Appréciation globale

6.1. Dans votre village, quelle est la structure de gestion des sources et les points d'eau ? (1=EWSA, 2=Autre structure de l'Etat, 3=Régie associative, 4=Société privée, 5=Individu, 6=Ne sait pas)		
6.2. La population de ce village a-t-elle bénéficié des séances de sensibilisation sur l'eau potable et l'assainissement ? 1=Oui, 2=Non		
6.3 Si oui, quand et qui a organisé ces séances ?		
Dans votre village, y a-t-il des gens formés en AEPA ? 1=Oui, 2=Non		

6.4. Quelle est la situation de l'alimentation de l'eau potable avant 2005 et actuellement ? <b>1=meilleure aujourd'hui, 2=inchangée, 3=pire aujourd'hui</b>	
6.5. Quelle est la situation actuelle de l'assainissement dans votre village par rapport à avant 2005 ? <b>1=meilleure aujourd'hui, 2=inchangée, 3=pire aujourd'hui</b>	
6.6. Quelle est la situation actuelle des revenus des ménages de votre village par rapport à avant 2005 ? <b>1=augmentés, 2=inchangés, 3=diminués</b>	

## RAPPORT D’EVALUATION DE PERFORMANCES DU PROJET (REPP)

### RWANDA, PROGRAMME D’ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D’ASSAINISSEMENT (PNEAR-PHASE DE LANCEMENT)

## GROUPE DE DISCUSSION DES FEMMES

### INSTRUCTION

Il s’agira de conduire des discussions en groupe composé de 5 à 8 femmes. Les discussions se focaliseront sur les effets et impacts socio-économiques de la phase de lancement du PNEAR.

Les informations issues des groupes de discussion complètent les informations obtenues dans les interviews dans les ménages. Dans les groupes de discussion, il est courant que certains participants s’expriment et que d’autres restent silencieux. Essayez donc d’encourager chaque personne à participer. En tant qu’animateur, vous ne devez pas trop vous imposer. Les femmes doivent avoir le sentiment qu’elles contrôlent ce qu’elles font/discutent.

#### I. Données de base (localité)

Province :	_
District :	_
Secteur :	_ _
Cellule :	_ _
Village :	_ _
Date de l’interview	_ _ / _ _ / _ _

#### II. Profil du groupe

	Nom et prénom	Occupation principale	Code	Occupation
1			01	<i>Salarié agricole</i>
2			02	<i>Salarié non agricole</i>
3			03	<i>Indépendant agricole</i>
4			04	<i>Indépendant non agricole</i>
5			05	<i>Apprenti/Femme au foyer</i>
6			06	<i>Chômeur</i>
7			07	<i>Elève/Étudiant</i>
8			08	<i>Retraité</i>
			09	<i>Handicapé</i>
			10	<i>=Enfant</i>
			11	<i>Autre sans occupation</i>

## I. ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Par rapport à la situation qui prévalait avant 2005, comment trouvez-vous l'alimentation en eau potable dans votre village ?

1.1. Principal mode d'approvisionnement en eau

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

1.2. Qualité et quantité de l'eau :

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

1.3. Distance moyenne/Temps moyen utilisé :

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

1.4. Temps consacré aux activités non domestiques :

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

1.5. Gestion des points d'eau (qualité des services fournis/prix)

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

## II. ASSAINISSEMENT

Par rapport à la situation qui prévalait avant 2005, comment trouvez-vous l'assainissement dans votre village ?

2.1. Utilisation des latrines :

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

2.2. Déversement des déchets et ordures ménages

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

2.3. Déversement des eaux usées

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

## III. SITUATION SANITAIRE

3.1. Principales maladies :

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

3.2. Causes de ces maladies :

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

#### IV. CONDITIONS DE VIE

4.1. Fréquentation/abandon de l'école - Filles

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

4.2. Fréquentation/abandon de l'école - Garçons

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

4.3. Revenus des ménages :

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

4.4. Sensibilisation à l'hygiène (lavage des mains, utilisation du savon, etc.) :

Avant 2005 : \_\_\_\_\_

Après 2009 : \_\_\_\_\_

4.5. Quelles propositions feriez-vous pour améliorer le service d'alimentation en eau potable dans votre village?

\_\_\_\_\_

4.6. Quelles propositions feriez-vous pour améliorer le service d'assainissement dans votre village?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

## Annexe 7 - Bibliographie

### Documents projets et stratégies

1. BAD, Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural, Cadre de mise en œuvre – Réponse régionale aux crises de l'alimentation en eau et de l'assainissement en milieu rural en Afrique
2. BAD, 2003, Rwanda Programme d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement, en Milieu Rural – PNEAR, Rapport d'évaluation
3. BAD, 2010, Rwanda Programme d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement, en Milieu Rural – PNEAR (Premier Sous-programme), Rapport d'achèvement
4. BAD, 2004, Accord de prêt entre la République Rwandaise et le Fonds Africain de Développement (Programme d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural – PNEAR (Phase de lancement du Programme)
5. BAD, 2004, Protocole d'Accord entre la République Rwandaise et le Fonds Africain de Développement (Programme d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural – PNEAR (Phase de lancement du Programme)
6. BAD, Programme d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural – PNEAR (Phase de lancement du Programme) – Summary Ledger
7. BAD, 2003, Rwanda : Document de Stratégie par Pays 2002-2004
8. BAD, 2004, Rwanda : Document de Stratégie par Pays 2002-2004, Mise à jour 2004
9. BAD, 2005, Rwanda : Document de Stratégie par Pays 2005-2007
10. BAD, 2008, Rwanda : Document de Stratégie par Pays 2008-2011
11. Rwanda, 2010, National Policy & Strategy for Water Supply and Sanitation Services, Ministry of Infrastructure
12. Rwanda, Vision 2020 du Rwanda
13. Rwanda, 2004, Politique sectorielle de l'Eau et de l'Assainissement, Ministère des Terres, de l'Environnement des Forêts, de l'Eau et des Ressources Naturelles
14. Rwanda, 2006, Stratégie de Réduction de la Pauvreté du Rwanda – Rapport d'évaluation (2002-2005)
15. Rwanda, 2006, Revue conjointe du Secteur Eau & Assainissement

### Aide-mémoire et Rapport de retour de Mission

1. Aide-mémoire de la mission de supervision du Programme d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement, en milieu Rural – PNEAR, Kigali 28/10 au 5/11 2009
2. Aide-mémoire de la mission de supervision du Programme d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement, en milieu Rural – (PNEAR.1), Kigali 21/02 au 02/03/2010
3. Rapport de retour de Mission, Rwanda – Mission d'achèvement de la Première Phase du Programme d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement, en milieu Rural – (PNEAR Phase I), Kigali 28/02 au 04/03/2009
4. Rapport de retour de Mission, Rwanda – Mission de supervision du Programme d'alimentation en Eau Potable et de l'Electricité (PAEPE) et du Programme d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement, en milieu Rural – (PNEAR Phase I), Kigali 28/10 au 06/11/2009

### Rapports d'évaluation

1. AfDB, 2010, Urban and Rural Water Supply and Sanitation Synthesis Note of Evaluation Results – Operations Evaluation Department
2. ADB, 2010, Evaluative Findings in Water Supply and Sanitation Projects. Asian Development Bank
3. BAD, 1999, Revue de l'expérience de la banque en matière de financement de projets d'hydraulique villageoise – Département de l'évaluation des opérations (OPEV)
4. BAD, 2000, Revue de l'expérience de la banque en matière de financement de projets d'hydraulique villageoise ? Note de présentation – Département de l'évaluation des opérations (OPEV)

5. BAD, 2000, Etude sur l'expérience de la banque en matière de financement de projets d'adduction d'eau et d'assainissement en milieu urbain – Département de l'évaluation des opérations (OPEV)
6. BAD, 2004, Evaluation de l'appui de la banque aux services urbains d'adduction d'eau et d'assainissement des pays membres régionaux en matière de renforcement des capacités – Département de l'évaluation des opérations (OPEV)
7. BAD, 2000, Indicateurs sectoriels et indicateurs de performance de projet dans le sous-secteur de l'adduction d'eau et de l'assainissement – Département de l'évaluation des opérations (OPEV)
8. BAD, 2001, Rapport de synthèse sur l'expérience de la banque en matière de projets d'hydraulique urbaine et rurale et d'assainissement – Département de l'évaluation des opérations (OPEV)
9. ECG, 2011, Evaluation Findings on URBAN AND Rural Water Supply and Sanitation, ECG Paper 4
10. EIB, 2009, "Evaluation of EIB financing of water and sanitation projects outside the European Union
11. Union Européenne, 2010, Evaluation Externe finale du projet "Amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement des populations vulnérables du quartier Bardo – San Pedro – Côte d'Ivoire »
12. PNUD-Banque Mondiale, 1997, Assurer la pérennité de l'approvisionnement en eau en milieu rural – Recommandations issues d'une étude mondiale »
13. Banque Mondiale, « Améliorer l'accès des populations urbaines démunies aux services d'eau et d'assainissement – Recueil des bonnes pratiques en Afrique subsaharienne »
14. World Bank, 2008, What Works in Water Supply and Sanitation? LESSONS FROM Impact Evaluations – A Summary of Findings", Independent Evaluation Group
15. World Health Organization, 2000, Operation and Maintenance of water supply and sanitation systems – A training Package for Managers and Planners

#### **Autres Documents**

1. Eau Vive, 2010, « Pour une meilleure diffusion des ouvrages d'assainissement en milieu rural sahélien – 80 propositions concrètes ».
2. ECG, 2011, "Good Practices for the Evaluation of Public Sectors Operations", 2011 Revised Edition, First Draft of March 3, 2011
3. GRET, 2009, « Implantation d'un service d'eau potable : quels changements des pratiques de consommation ? – L'expérience du Programme au Cambodge »
4. pS-Eau, 2007, « Eléments pour l'évaluation de projets d'approvisionnement en eau potable (Version provisoire »), Cahier technique n° 15
5. pS-Eau & F3E, 2011, « Concevoir et mettre en œuvre le Suivi-Evaluation des projets eau et assainissement – Guide méthodologique 1<sup>ère</sup> édition »
6. pS-Eau,X, «La prise en compte du genre dans les projets d'adduction d'eau potable en milieux rural et semi-urbain – Guide méthodologique »
7. PARIS21, 2008, Officials Statistics and Monitoring and Evaluation Systems in Developing Countries: Friends or Foes?"
8. Gérard Verger, S.P.I.D. Verger Inc., 2008, « La participation du secteur privé dans l'exploitation des systèmes d'eau potable en milieux rural et semi-urbain en Afrique et l'utilisation optimum des fonds publics »
9. Banque Mondiale, 2005, « Directives opérationnelles pour les équipes du Groupe de la Banque Mondiale : Eau potable et assainissement – Approche programme et Appui budgétaire »
10. Banque Mondiale -Programme de l'eau et l'assainissement – Afrique (PEA-AF), 2002, « Les hommes et les femmes du Bénin évaluent leur projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement »
11. Banque Mondiale, « Le Manuel de l'initiative de lavage des mains – Guide de préparation d'un programme de promotion du lavage des mains au savon »
12. World Bank, 2011, Managing the Flow of Monitoring Information to Improve Rural Sanitation in EAST java » Global Scaling Up Rural Sanitation – Water and Sanitation Program Working Paper
13. Mauritanie, 2000, « Adduction d'eau potable en milieu rural – Guide des projets » Minist7re de l'hydraulique et de l'énergie, Direction de l'hydraulique et de l'Assainissement

14. Madagascar, 2005, « Projet Pilote d'alimentation en Eau Potable et assainissement en milieu rural – Manuel de procédures pour la mise en place des projets Eau et Assainissement », Ministère de l'ENERGIE ET DES Mines ? Direction de l'Eau et Assainissement
15. Burkina, 2006, Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable à l'Horizon 2015 (PN-AEPA 2015) – Document de programme » Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutique, Direction Générale des Ressources en Eau
16. Mali, X, « Guide méthodologique des projets d'alimentation en eau potable et textes législatifs et réglementaires –En milieu rural, semi-urbain et urbain pour les collectivités territoriales, version finale
17. Sénégal, 2006, Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM 2015) Procédures et outils de mise en œuvre (version provisoire)